

---

## Devenir électeur en Tunisie. Sociologie du vote bourgeois dans un quartier résidentiel (élections à l'Assemblée nationale constituante du 23 octobre 2011)

Jérôme Heurtaux\*

« On dirait l'aïd »  
Aziz, 17 ans, Tunis, 23 octobre 2011.

« On s'est tous réveillé [ce matin] avec un drôle de sentiment, j'ai balancé  
ça sur facebook parce que c'était vraiment stressant. À six heures ce  
matin, moi qui suis un grand dormeur, j'étais debout sans mon réveil,  
ça m'arrive une fois par siècle »  
Hatem, tête de liste d'un parti politique dans la circonscription de l'Ariana,  
23 octobre 2011.

Les scrutins organisés en Tunisie et en Égypte suite aux révoltes qui ont éclaté en décembre 2010 à Sidi Bouzid et en janvier 2011 au Caire ont permis, en quelques mois, la redécouverte de « l'électeur »<sup>1</sup>. Non que les élections dans le monde arabe n'aient pas auparavant retenu l'attention des chercheurs, bien au contraire. Après une longue période de relative indifférence pour des élections considérées comme plébiscitaires et peu dignes d'intérêt, les processus électoraux en régime autoritaire ont suscité, au cours des années 2000, une attention renouvelée, tant en Afrique subsaharienne<sup>2</sup> que dans le monde arabe. Ce renouveau a bénéficié tant d'une évolution théorique qui rejetait l'idée longtemps admise d'obstacles culturels à la compétition démocratique en terre africaine<sup>3</sup> que de l'émergence de processus de démocratisation plus ou

---

\* Maître de conférences en science politique à l'Université Paris-Dauphine. Membre de l'IRISSO (UMR 7170). Chercheur à l'Institut de recherches sur le Maghreb contemporain (IRMC), Tunis.

1. Catusse Myriam, « Tunisie et Égypte aux urnes ! Révolution ou restauration de la sociologie électorale ? », *Confluences méditerranéennes*, n°82, 2012, p. 44.

2. Otayek René, « Les « élections en Afrique sont-elles un objet scientifique pertinent ? », *Politique africaine*, n°69, 1998, p. 3-11 ; Hayward F. M. (ed.), *Elections in Independent Africa*, Boulder et Londres, Westview Press, 1987.

3. Quantin Patrick, « Pour une analyse comparative des élections africaines », *Politique africaine*, n°69, 1998, p. 12-28.

moins instrumentalisés par les pouvoirs en place. Au Liban, en Égypte et au Maroc, plusieurs travaux empiriques ont ainsi réévalué les élections comme analyseurs des processus politiques dans ces pays<sup>4</sup>. Mais ces travaux se sont limités à l'étude des stratégies politiques des gouvernants ainsi qu'à l'offre électorale, faute de pouvoir, contrôle policier oblige, enquêter sur les électeurs, dont les motivations et les rapports au politique sont demeurés une énigme : la primauté est alors donnée à des analyses de résultats agrégés et, à partir d'un prisme local, à une enquête auprès des candidats.

Les spécialistes se sont toutefois employés à rechercher, par des voies détournées, des moyens d'approcher l'électeur. Trois stratégies ont été mobilisées, avec des succès variables. La plus fréquente consistait en une extrapolation des motivations du vote à partir de l'examen des propriétés sociales et des origines géographiques des candidats<sup>5</sup> et/ou de leur façon de mener campagne. Le chercheur concluait le plus souvent à l'existence d'un vote clientélaire et/ou communautaire, mais il imputait un sens du vote à des électeurs qu'il ne rencontrait pas.

Une autre méthode, d'écologie électorale, a permis de reconstituer les préférences électorales à partir des caractéristiques socio-économiques des circonscriptions (et donc des électeurs) : on découvre là encore que les électeurs votent en fonction de liens de solidarité sociale et territoriale<sup>6</sup>.

Soit de type clientélaire, soit de type communautaire, soit les deux, le vote apparaît, faute de véritables enquêtes auprès des électeurs, vidé de tout sens politique. Quand elles existent, les variations des niveaux de participation dans le temps et l'espace (par exemple entre milieux urbains ou ruraux) sont expliquées par les recompositions des formes du contrôle politique et le poids variable des allégeances clientélares, au bénéfice le plus souvent des membres du parti au pouvoir : elles ne sont pas considérées comme résultant de facteurs directement politiques et ne renvoient pas non plus à des variables lourdes. Ces résultats, qui dépendent étroitement de la méthode utilisée, ne signifient pas, pour les auteurs, que les électeurs soient dépolitisés, mais que leur opinion politique s'exprime ailleurs que dans le vote. Clientélisme et/ou communautarisme, notabilité et/ou communauté, l'électeur apparaît comme le jouet de logiques qui le dépassent et le dévalorisent<sup>7</sup>.

Or, une troisième stratégie d'approche des électeurs, sous la forme de sondages pré-électorales, a permis, dans le seul cas égyptien et à l'occasion d'une seule élection, de nuancer ces résultats, en montrant que, sollicités de

4. Voir le dossier dirigé par Jean-Philippe Bras : « Représentation et construction nationale : de nouveaux processus électoraux », *Maghreb-Machrek*, n°168, avril-juin 2000. Également : Gamblin Sandrine (dir.), *Contours et détours du politique en Égypte. Les élections législatives de 1995*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; Zaki Lamia (dir.), *Terrains de campagne au Maroc. Les élections législatives de 2007*, Paris, Karthala, 2009.

5. Ainsi, ce sont les « liens primordiaux : parents ou habitants de leur village ou quartier » des candidats qui font le vote lorsque les députés sont nés dans leur circonscription d'élection, comme c'est le cas en 2000 pour 399 députés égyptiens sur 444. Cf. Ben Néfissa Sarah, Al-din Arafat Ala', *Vote et démocratie dans l'Égypte contemporaine*, Paris, Karthala, 2005, p. 60.

6. Par exemple : Nasser Gamal Abdel, « Les élections de 1995 dans le gouvernorat du Caire », in Gamblin Sandrine (dir.), *Contours et détours du politique en Égypte. Les élections législatives de 1995*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 199-228.

7. Il y a même une sorte de paradoxe à vouloir présenter, dans le cas du vote clientélaire, l'électeur comme stratège tout en lui déniait, dans le cas du vote communautaire, toute autonomie...

façon aléatoire et dans un univers non-électoral, les électeurs étaient capables de formuler des opinions politiques indépendamment de toute forme d'allégeance, soit clientélaire soit communautaire<sup>8</sup>.

Dès lors, c'est avec circonspection que doit s'amorcer l'analyse des comportements électoraux après les révoltes arabes, en particulier en Tunisie où aucune enquête n'a été menée sous Ben Ali auprès des électeurs : le vote était de fait partout présenté comme un vote clientélaire, sans consistance politique, mais la preuve n'était jamais administrée<sup>9</sup>. Les élections à l'Assemblée nationale constituante du 23 octobre 2011, premier scrutin démocratique de l'histoire récente de la Tunisie, offrent une occasion inédite de centrer la focale sur les électeurs<sup>10</sup>. Mais deux tentations opposées, dont on a vu maintes variantes dans la presse et sur les réseaux sociaux après les élections guettent l'analyste : celle de la *tabula rasa* électorale, qui s'enthousiasmerait sur le surgissement d'un électorat soudainement politisé, débarrassé comme par enchantement de toute emprise communautaire et libéré de celle des notables du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) dont le crédit s'est trouvé brusquement démonétisé. Cette lecture romantique du changement politique célèbre le fait électoral comme un terrain vierge et ramène la geste électorale à un apprentissage enchanté de la citoyenneté. De la lecture de la presse tunisienne et internationale ressort en effet l'image d'un électorat subitement et unanimement *politisé*, soit intéressé par la chose publique, *mobilisé* – l'image forte des files d'attente interminables a fait oublier la très

8. Nader Fergany, « Quelques tendances de l'électorat égyptien », in Gamblin Sandrine (dir.), *Contours et détours du politique en Égypte. Les élections législatives de 1995*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 63-80.

9. Les élections étaient certes jouées d'avance et l'élection de certains opposants était négociée en amont avec le parti au pouvoir : Abdelhaq Mohamed & Heumann Jean-Bernard, « Opposition et élections en Tunisie », *Maghreb-Machrek*, n°168, avril-juin 2000, p. 29-40. Elles contribuaient à « asseoir les dispositifs autoritaires de contrôle de la société, les fidèles étant récompensés, les indécis mobilisés et les récalcitrants réprimés » : Geisser Vincent, Gobe Éric, « Tunisie : consolidation autoritaire et processus électoraux », *L'Année du Maghreb*, n°1, 2006, p. 323-360. On comprend que les spécialistes de la Tunisie s'intéressent aux élections pour la fonction qu'elles jouent dans le système politique (Camau Michel, Amrani Fadila, Ben Achour Rafaa, *Contrôle politique et régulations électorales en Tunisie. Les élections législatives du 4 novembre 1979*, Tunis, Edisud, 1981) ou comme illustration de l'emprise autoritaire et de la présidentialisation. Mais le vote est-il pour autant dépouillé de tout contenu politique ? Relève-t-il d'une transaction de type strictement clientélaire ? Sur la notion de clientélisme et les confusions qu'elle peut entraîner, cf. Combes Hélène, Vommaro Gabriel, « Relations clientélares ou politisation : pour dépasser certaines limites de l'étude du clientélisme », *Cahiers des Amériques latines*, n°69, 2012, p. 17-35.

10. Le projet d'organiser des élections pour une Assemblée nationale constituante (et non une assemblée législative) est né de revendications multiples en faveur d'une rupture avec l'Ancien régime. D'abord envisagé le 24 juillet, le scrutin est finalement organisé le 23 octobre afin de laisser le temps à l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) de préparer au mieux les aspects matériels du scrutin. Plus de 1517 listes (dont 828 listes de partis, 655 listes indépendantes et 34 coalitions) se sont disputé les 217 sièges, dans 27 circonscriptions (et 6 autres circonscriptions à l'étranger). L'usage du mode de scrutin proportionnel, combiné au nombre très important de listes candidates, a favorisé les organisations partisans d'obédience nationale, même si cet effet a été légèrement atténué par l'emploi de la méthode des plus forts restes.

forte abstention<sup>11</sup> – et *motivé* par une commune volonté de fonder, par leur participation exemplaire, la démocratie tunisienne<sup>12</sup>.

La seconde thèse, contraire à la précédente, analyse le choix électoral dans la simple continuité du vote communautaire et/ou clientélaire et dénonce l'immaturité d'un électeur non préparé à l'échange électoral démocratique et resté prisonnier de ses appartenances, critique qui a surtout visé les milieux populaires et – ce qui revient au même pour de nombreux commentateurs – les électeurs du parti islamiste Ennahdha, vainqueur du scrutin. On ne compte plus les analyses dichotomiques qui présentent l'électorat comme profondément divisé autour d'un clivage modernité/islam, qui recouperait un clivage sociologique (riches contre pauvres) et géographique (régions côtières contre régions de l'intérieur) et qui renverrait implicitement à deux économies opposées du vote : d'un côté, un vote vertueux, politiquement orienté, conforme à la représentation idéalisée du vote démocratique ; de l'autre, un vote archaïque, non politique, fondé sur des incitations communautaristes ou clientélares, correspondant à un détournement de la démocratie par des entrepreneurs politiques dangereux<sup>13</sup>.

Sur ce terrain miné, seule une enquête menée directement auprès des électeurs et l'observation in situ des pratiques de vote sont susceptibles d'apporter des éléments d'analyse fiables. Cet article défend, après d'autres, l'intérêt heuristique de l'analyse monographique et localisée des pratiques électorales<sup>14</sup>. Il présente les résultats d'une étude par questionnaire et entretiens menée à l'occasion des élections à l'Assemblée nationale constituante tunisienne du 23 octobre 2011, première élection démocratique dans ce pays, auprès des électeurs d'un centre de vote de la circonscription de l'Ariana, près de Tunis<sup>15</sup>.

---

11. L'Instance supérieure indépendante pour les élections a calculé le taux de participation en fonction, non du nombre d'électeurs qui se sont inscrits volontairement (appelés électeurs inscrits actifs, qui étaient 4, 46 millions), mais en fonction de l'ensemble des citoyens ayant le droit de vote, fixé à partir du registre des cartes d'identité (et comprenant donc ce qu'elle a appelé les inscrits passifs, estimés à 4,27 millions). Le taux de participation a été sans surprise plus important dans la première catégorie (84,1%) que dans la seconde (12,8%). Le taux de participation retenu est donc de 49,2% (51,1% si l'on déduit les circonscriptions situées à l'étranger), mais il est probablement sous-estimé en raison d'une probable surévaluation du corps électoral, le registre des cartes d'identité contenant les noms de personnes décédées. Sources : *Rapport relatif au déroulement des élections de l'Assemblée Nationale Constituante*, Instance supérieure indépendante pour les élections, février 2012.

12. Avant même d'avoir voté, l'électeur s'est affiché dans la presse, par le truchement de sondages d'opinion ou dans des reportages réalisés dans la rue par des journalistes. Plusieurs sondages, publiés entre février et septembre, par les instituts Sigma et GMS, dessinent en creux le portrait de l'électorat. Leur interdiction à partir du 30 septembre conduit les journalistes à se perdre en conjectures sur les intentions de vote de leurs concitoyens.

13. Plutôt que de les opposer, les logiques « politiques » du vote et les logiques clientélares et communautaires doivent être par hypothèse pensées ensemble et articulées à une prise en compte des comportements politiques et électoraux passés.

14. Braconnier Céline, *Une autre sociologie du vote. Les électeurs dans leurs contextes : bilan critique et perspectives*, Paris, LGDJ, 2010.

15. L'auteur remercie pour leur contribution à diverses étapes de cette enquête : D. Damamme (IRISSO), R. Ferchiou et S. Tnani (Institut Tunis-Dauphine), E. Pennalva (aide à la constitution du masque de saisie), G. Bénet et F. Ellouze (aide à la saisie des questionnaires), D. Mahut (réalisation des tris croisés), I. Ghimaji (traductions) et, bien sûr, l'ensemble des étudiants sans qui l'enquête n'aurait pu avoir lieu : H. Attia, K. Ben Achour, M. Bouzouita, Z. Chaker, S. Chérif, A. Essid,

Le quartier d'El Menzah 8, choisi pour sa localisation<sup>16</sup> et sa composition sociologique, est un terrain privilégié pour discuter les interprétations dominantes du vote. Le centre de vote retenu est marqué par une sur-représentation des milieux sociaux de la bourgeoisie économique et intellectuelle. Les résultats dans le bureau de vote diffèrent des résultats nationaux mais aussi de la circonscription dont il relève, les partis appelés « modernistes »<sup>17</sup> (Ettakatol, PDP et PDM<sup>18</sup>) récoltent à eux trois plus de 50% des voix (52,83 exactement), le parti islamiste Ennahda n'obtenant que 14.43 % (contre 34,81% à l'échelle nationale). Outre qu'elle est la seule, cette étude présente néanmoins l'intérêt de prendre pour la première fois l'électeur comme objet d'analyse, fût-il sociologiquement et territorialement situé. Ces premières élections libres ont-il est vrai suscité plusieurs analyses, centrées sur la préparation du scrutin, sur les effets de l'élection, ou encore sur les résultats, mais trop peu d'enquêtes ont porté sur les électeurs<sup>19</sup>.

Dans ce quartier bourgeois et résidentiel de la périphérie de Tunis, doit-on s'attendre à y rencontrer des électeurs soudainement politisés, montés aux urnes pour célébrer la démocratisation en actes et motivés – élections pour une assemblée constituante obligent – par le seul enjeu constitutionnel ? L'électeur bourgeois et diplômé est-il l'électeur rationnel conforme à la norme démocratique tel que célébré par la presse ? En d'autres termes, l'interprétation en termes de *tabula rasa* se vérifie-t-elle ? À travers trois angles d'analyse, notre enquête permet de nuancer voire de contredire cette représentation exagérée. Celui des logiques et des formes de la politisation, d'une part. Dans quelle mesure et sous quelles formes les Tunisiens s'intéressent-ils ou suivent-ils la politique ? L'idée selon laquelle, après une longue période d'apathie, ils se seraient massivement et entièrement intéressés à la politique, ne résiste pas à l'enquête empirique : tout montre au contraire un enracinement plus ancien de l'intérêt pour la politique, qui s'est trouvé réactualisé et amplifié dans le contexte révolutionnaire<sup>20</sup>. Celui du sens donné aux élections par les électeurs, d'autre part. Là encore, il n'est pas certain que tous aient adhéré et avec le même enthousiasme à l'effervescence démocratique rapportée par la presse : les motivations de la participation sont plurielles et les enjeux de l'élection ne se réduisent pas à la volonté de construire la démocratie à travers l'élection d'une Assemblée constituante. Celui, enfin, de l'homogénéité politique de cette population et des motivations du vote : nous verrons qu'une part non

---

S. Haddada, S. Jmii, O. Kacem, F. Khemakhem, L. Ketari, A. Khalfallah, E. Makhlouf, M. Messadi, N. Mseddi, M. Saadoun, A. Soltani, G. Tagougui, S. Tarchella, S. Tlili et I. Zarrouk.

16. Les étudiants de l'Institut Tunis-Dauphine qui ont participé à l'enquête étaient aussi des électeurs. Il fallait donc que le bureau de vote choisi soit situé non loin de leur domicile.

17. Nous continuerons tout au long de cet article à qualifier par commodité ces partis et leurs électeurs de « modernistes », sans discuter de la pertinence de cette qualification indigène revendiquée par une partie des porte-parole de ces partis, de leurs électeurs et des commentateurs, qui opposent généralement « moderniste » à « islamiste ».

18. Voir précisions dans le glossaire en annexe.

19. Gana Alia, Van Hamme Gilles, Ben Rebah Maher, « Géographie électorale et disparités socio-territoriales : les enseignements des élections pour l'assemblée constituante en Tunisie », *L'Espace Politique*, vol. 18, n°3, 2012.

20. L'usage dans cet article du champ lexical de la révolution n'est une position ni théorique ni politique. Il ne fait que reprendre par commodité les termes utilisés par la majorité des acteurs et des observateurs de la Tunisie depuis l'hiver 2010-11.

négligeable choisit le parti islamiste et que de nettes divisions structurent le vote « moderniste »<sup>21</sup>.

#### Note méthodologique

L'enquête est basée sur un questionnaire composé de 36 questions sur les pratiques électorales et politiques des électeurs, sur leurs opinions politiques et leurs propriétés sociodémographiques. Le centre de vote de Menzah 8, auprès duquel l'enquête a été réalisée, est composé de quatre bureaux d'électeurs actifs, installés chacun dans une salle de classe distincte du lycée pilote d'El Menzah 8, anciennement collège d'El Menzah 8. Démunis d'autorisation officielle, l'accès à l'école nous était interdit, mais nous avons pu, après avoir négocié notre présence avec les représentants des forces de l'ordre<sup>22</sup>, nous poster aux deux extrémités de la rue, respectivement à une vingtaine et à une cinquantaine de mètres de l'unique entrée de la cour de l'école. Une vingtaine d'étudiants de l'Institut Tunis-Dauphine se sont succédés sous la direction de l'auteur de cet article de l'ouverture du centre de vote à 7h du matin à la tombée de la nuit, vers 18h15 (le centre de vote a fermé ses portes extérieures à 19h, les bureaux de vote continuant à fonctionner tardivement). Les questionnaires (N=293) ont été administrés par les étudiants auprès des électeurs ayant accompli l'acte de vote, la plupart en français<sup>23</sup>. Bien qu'ils aient parfois attendu pendant plusieurs heures de pouvoir voter, ces derniers ont en grande majorité accepté de participer à l'enquête, comme pour signifier par cette bienveillance à notre égard l'importance qu'ils ont accordé à ce premier rendez-vous électoral. Le taux de non-réponse est faible et globalement le même d'une question à l'autre, même si les questions sur le niveau de revenu (question ouverte) et sur le choix électoral ont connu un taux de non-réponse relativement significatif (respectivement et 47,8% et 16,4%). Une vingtaine de questionnaires ont été passés dans les conditions d'un mini-entretien et enregistrés. À la nuit tombée, l'auteur de cet article a profité de l'obscurité pour déjouer la surveillance du militaire (qui assurait la sécurité du centre) et entrer dans la cour. Onze mini-entretiens portant sur les conditions de l'attente ont alors été réalisés, entre 18h15 et 21h, auprès d'électeurs attendant patiemment dans une des files d'attente de pouvoir accomplir l'acte électoral.

---

21. Un grand merci à E. Agrikoliansky, V. Bernadou, A. Gana, S. Rozier et aux évaluateurs de *L'Année du Maghreb* pour leurs commentaires sur une version antérieure de cet article.

22. Des policiers en civil et des militaires assuraient la sécurité et la surveillance du processus électoral.

23. Nous avons en amont réfléchi collectivement à la bonne traduction en arabe dialectal des questions et des catégories susceptibles de signifier quelque chose de différent dans les deux langues (les orientations politiques notamment). Mais l'usage du français a pu entraîner au moins deux ordres de conséquences sur les interactions. D'une part, il n'est pas exclu que cela ait pu inciter certains enquêtés à produire des justifications connectées au contexte français (« on est aussi éduqués que vous Français » dit à un moment une femme). D'autre part, au-delà de la défiance qu'elle a pu susciter auprès d'électeurs (il y en a) qui assimilent la France à l'ancien colonisateur, l'enquête a pu apparaître, aux yeux de nombreux Tunisiens, digne de confiance car indépendante du pouvoir politique.

## 1. La sociologie d'un segment spécifique de l'électorat

L'enquête a été menée auprès des électeurs d'un centre de vote urbain situé dans le quartier Menzah 8, dans la circonscription de l'Ariana, qui épouse les contours du gouvernorat du même nom. Située aux abords de la capitale en direction du Nord, c'est une des régions les plus densément peuplées du pays (521 000 personnes y résident et la densité est de 1463 habitants par km<sup>2</sup> contre 336 dans la partie Nord-ouest du pays)<sup>24</sup>. La part des activités de services est forte (66% de la population active en 2010), l'agriculture résiduelle (2,8% contre 17,7% à l'échelle nationale). Au plan industriel, la région se situe dans la moyenne nationale (17,8% pour l'industrie manufacturière et 13,4% pour l'industrie non manufacturière). En 2010, le taux de chômage est inférieur à la moyenne du pays (10,8% contre 13%). S'étalant sur une superficie de presque 500 km<sup>2</sup>, le paysage de la région est diversifié : les espaces ruraux côtoient des quartiers résidentiels pour classes moyennes et classes moyennes supérieures, des cités populaires et un espace côtier le long de la mer méditerranéenne. Sur le plan socio-économique, la délégation<sup>25</sup> de l'Ariana-ville, dans laquelle se situe le bureau de vote étudié, est la mieux dotée des sept délégations de la circonscription : elle est la plus équipée en établissements d'enseignement secondaire et supérieur ou de santé et en centres sportifs.

Cette différenciation se retrouve dans les comportements électoraux (tableau 1). Lors des élections à l'Assemblée constituante, la circonscription de l'Ariana est l'une de celles qui votent le plus : 57,2% contre 49,2% à l'échelle nationale<sup>26</sup>. La participation est en effet forte dans les zones urbanisées sur le littoral, et plus faible dans les régions rurales de l'intérieur, du nord-ouest, centre ouest et extrême sud<sup>27</sup>. Ce résultat cache néanmoins de fortes disparités d'une délégation à l'autre : la participation va de 49,8% dans la cité populaire d'Ettadhamen à 63,8% dans la délégation rurale de Kalaat El Andalous, située à la pointe septentrionale du gouvernorat<sup>28</sup>. La délégation d'Ariana-ville recueille le second résultat de la région (60,3% de participation)<sup>29</sup>.

La circonscription de l'Ariana fait également partie des territoires urbanisés du littoral dans lesquels les grands partis d'obédience nationale font des scores importants : le parti islamiste Ennahdha, en particulier, y réalise un résultat équivalent à sa moyenne nationale (34,5% contre 34,81%)<sup>30</sup>, tout comme

24. Au 1<sup>er</sup> janvier 2012. Sources : *Gouvernorat de l'Ariana en chiffres, Année 2011*, Commissariat général au développement régional, Ministère du développement régional et de la planification, Tunis, 2012.

25. La délégation est un échelon administratif. Chaque gouvernorat contient plusieurs délégations.

26. Sources : *Rapport relatif au déroulement des élections... op. cit.*

27. Gana Alia, Van Hamme Gilles, Ben Rebah Maher, « Géographie électorale... », art. cit.

28. Sources : *Rapport relatif au déroulement des élections... op. cit.*

29. Le taux de votes nuls (2,4%) est aussi le plus bas des circonscriptions du pays (à l'exception des circonscriptions de l'étranger), moins élevé que moyenne nationale (3,5%) et l'un des taux de votes blancs les plus bas du pays (2% contre 2,3% moyenne nationale). Sources : *Rapport relatif au déroulement des élections... ibid.*

30. Ce n'est pas là qu'il est le plus fort puisque ses scores dans les circonscriptions du sud du pays peuvent atteindre 50,2% comme à Gabès ou 55,8% à Tataouine, mais « au sein des grandes aires urbaines – en particulier dans le Grand Tunis – il se différencie très nettement par une implantation meilleure au sein des quartiers de classes moyennes et inférieures, pas nécessairement

le Congrès pour la République (CPR), le parti de l'ancien dissident Moncef Marzouki (8.64% contre 8.19%). Les principales différences avec les résultats nationaux concernent les autres partis dits « modernistes », qui réalisent à l'Ariana (mais aussi dans certaines autres circonscriptions comme Tunis 2) des scores très supérieurs à la moyenne nationale : Ettakatol (13.4% contre 6.63%, deuxième score du pays derrière Tunis 2), PDM (6.66% contre 2.63%, deuxième score du pays derrière Tunis 2, à l'exception des circonscriptions de l'étranger) et, dans une moindre mesure, le PDP (4.79 contre 3.73, 4ème score du pays, à l'exception des circonscriptions de l'étranger). Dans la circonscription de l'Ariana, la combinaison de la forte participation, du faible taux de votes blancs et nuls, de l'échec des listes indépendantes et des petits partis et de la faible pénétration de formations politiques tribunitiennes dessine une Tunisie « dans le jeu » : une population plutôt acquise au jeu électoral, accomplissant son devoir en plébiscitant les organisations partisans d'obédience nationale<sup>31</sup>.

---

toutefois dans les quartiers les plus périphériques et déshérités », selon Gana Alia, Van Hamme Gilles, Ben Rebah Maher, « La territorialité du vote... », art. cit., p. 62.

31. Selon Alia Gana et al., cette intégration dans le jeu politique serait d'ailleurs corrélée au niveau de développement socio-économique des délégations : Gana Alia, Van Hamme Gilles, Ben Rebah Maher, « La territorialité du vote... », art. cit.



**Tableau 1. Résultats des élections à l'Assemblée nationale constituante du 23 octobre 2011**

	Tunisie*		Circonscription de l'Ariana		Délégation de l'Ariana-ville	BV Menzah 8	Echantillon (N=249)**
Nombre d'inscrits	8739844		360519		105274	3445	-
Taux de participation	49.2%		57.2%		60.3%	87.8%***	-
Taux d'abstention	50.8%		42.8%		39.7%	12.2%	-
Nombre de votes blancs (en % / n inscrits)	99836 1,13%		4185 1,16%		519 0,5%	9 0,26%	0
Nombre de votes nuls (en % / n inscrits)	152587 1,74%		4908 1,36%		637 0,6%	15 0,43%	0
Nombre de suffrages exprimés (en % / n inscrits)	4053944 (46.3%)		196994 (54.6%)		62331 (59.2%)	3000 (87%)	-
Nombre de mandats	217		8		-	-	-
Ennahdha****	34.81%	90 élus	34.5%	3 élus	21.2%	14.5%	33/13,2%
CPR	8.19%	30 élus	8,00%	1 élu	11.2%	10.9%	33/13,2%
Ettakatol	6.63%	21 élus	13.4%	1 élu	22.4%	27.4%	70/28,1%
Pétition populaire pour la liberté	6.51%	19 élus	2.1%	0 élu	0.5%	0.3%	0
PDP	3.73%	17 élus	4.8%	1 élu	7.6%	8.9%	28/11,2%
L'initiative (Al Moubadara)	3.00%	5 élus	1.7%		2.5%	3.2%	9/3,6%
PDM	2.63%	5 élus	6.9%	1 élu	14.8%	16.4%	45/18,1%
Afek Tounes	1.78%	4 élus	2.2%	0 élu	3.9%	4.7%	10/4%
Parti libéral maghrébin	0.3%	1 élu	3.2%	1 élu	0.9%	0,20%	0
Autres listes	32.42%	25 élus	23.2%	0 élu	15,00%	13.5%	8.6%

\* Bureaux de vote à l'étranger inclus.

\*\* Les 44 enquêtés non comptabilisés correspondant à des refus de réponse (10), des sans-réponses, réponses illisibles ou des hésitations.

\*\*\* Ce taux est beaucoup plus élevé que celui de la participation au niveau de la circonscription ou du pays, car l'école ne disposait pas de « bureau de vote d'électeurs passifs » (cf. supra).

\*\*\*\* Voir glossaire en fin d'article.

Sources : *Rapport relatif au déroulement des élections...*, op. cit. ;

site internet de l'ISIE : <http://www.isie.tn> et nos propres relevés dans le bureau de vote.

Ces scores agrégés au niveau de la circonscription cachent néanmoins de grosses variations entre les délégations et, au sein de celles-ci, entre centres de vote. Le score Ennahdha, par exemple, culmine à 51,2 % dans la délégation de la cité populaire Ettadhamen mais n'est que de 21,2 % dans la délégation d'Ariana-ville, dans laquelle se situe notre centre de vote. Celle-ci détonne dans son environnement politique : le CPR et les partis modernistes réalisent systématiquement de meilleurs scores qu'au niveau de la circonscription. Si les résultats du centre de vote de Menzah 8 ne sont donc pas représentatifs de ceux de la circonscription, ils se rapprochent néanmoins de ceux réalisés au niveau de la délégation. En agrégeant en effet les scores réalisés par Ettakatol, PDM et PDP dans ce centre de vote (52.8%), c'est plus d'un électeur sur deux

qui plébiscite les partis modernistes (contre 12,99% au niveau national et 25,97 dans le gouvernorat)<sup>32</sup>. Ennahdha ne recueille que 14,5% des suffrages, soit vingt points de moins que son résultat national. On est donc face à une population aux préférences politiques minoritaires, situées territorialement et sociologiquement. Les résultats de notre enquête ne peuvent donc être extrapolés à l'ensemble du pays mais ils sont significatifs des comportements électoraux d'une frange spécifique de la population<sup>33</sup>.

Selon les données recueillies auprès de notre échantillon, cette population privilégiée est très éduquée (plus de 8 électeurs sur 10 sont diplômés du supérieur) et très nettement composée de catégories sociales moyennes et supérieures (tableau 2 en annexe). Un peu moins d'un électeur sur deux exerce une profession de cadre d'entreprise, d'enseignant du supérieur ou une profession libérale (avocats, médecins, etc.). Les « professionnels » (ingénieurs, comptables) et les chefs d'entreprise et commerçants (10%) sont nombreux. Un électeur sur cinq est étudiant. 58,3% des électeurs sont soit indépendants soit salariés du privé. Il s'agit là d'une fraction des classes moyennes et moyennes supérieures tunisiennes, habitant un quartier résidentiel peu éloigné de la banlieue nord et du centre de la capitale, exerçant une activité professionnelle dans le gouvernorat de l'Ariana ou les gouvernorats limitrophes<sup>34</sup>, porteuse de valeurs libérales, tant au plan économique qu'au plan des mœurs. Un nombre extrêmement faible de nos enquêtées (N=4) se disent femmes au foyer. S'agissant par exemple du rapport à la religion, une claire majorité de nos enquêtés affirment peu pratiquer (34,1%) voire ne pas pratiquer du tout (18,8%)<sup>35</sup>. Cette bourgeoisie citadine ne connaît pas ou peu de difficultés d'emploi : l'échantillon ne comprend que cinq chômeurs. Compte tenu de son insertion réussie dans l'économie, on peut s'attendre à valider l'hypothèse selon laquelle cette population est concernée par la politique et entretient un rapport d'adhésion au vote.

## 2. Une politisation réactualisée

Ce premier scrutin démocratique a pu laisser penser à une politisation récente et générale de la population tunisienne qui, après des années de repli dans la sphère privée, se serait presque magiquement ouverte à la politique dans le contexte « révolutionnaire » et « post-révolutionnaire », comme si après

32. Ils sont ainsi renforcés dans le centre de vote de Menzah 8 : Les trois partis modernistes réalisent des scores très élevés, et sensiblement plus élevés qu'au niveau de la circonscription : Ettakatol (27,4% contre 13,4%), PDM (16,5% contre 6,66%), PDP (8,9% contre 4,79%).

33. Ce, d'autant plus que malgré le recueil de « seulement » 293 questionnaires, soit environ 10% des votants, les choix électoraux de notre échantillon sont globalement conformes aux résultats du bureau de vote.

34. Les quartiers résidentiels de l'Ariana accueillent des migrants de l'intérieur. Seuls 11,37% des électeurs sont originaires du gouvernorat. L'origine la plus fréquente est le gouvernorat voisin de Tunis (37,24%), puis celui de Sfax (12,75%). Les quatre gouvernorats côtiers de l'ouest (Sousse, Monastir, Mahdia et Bizerte) représentent 15,17% des électeurs, le Nord-ouest du pays (Bizerte, Béja, Le Kef, Jendouba, Siliana et Manouba) 8,6%.

35. La faible pratique religieuse correspond au fait de se contenter de suivre le ramadan et de ne pas faire les cinq prières ou se rendre régulièrement à la mosquée. Le fait de ne pas pratiquer du tout inclut le non respect du ramadan.

des décennies de démobilitation autoritaire<sup>36</sup>, elle était entrée dans un nouveau cycle d'engagement civique<sup>37</sup>. Cette analyse n'est-elle pas au contraire victime d'un récit qui fait de l'événement révolutionnaire une rupture dans les pratiques et les représentations et lui impute les effets de sa force propre ? Outre qu'elle omet de rappeler que la majorité des citoyens en âge de voter ne sont pas allés aux urnes le 23 octobre 2011<sup>38</sup>, elle met selon nous trop rapidement de côté l'hypothèse selon laquelle, sans relever d'une simple continuité, les rapports au politique des citoyens tunisiens s'inscrivent *aussi* dans un passé. Si effet de la révolution il y a, quel est-il et dans quelle mesure joue-t-il ? Et si les effets de la révolution avaient moins porté sur le fait de la politisation que sur son degré, la recomposition de sa nature et la redéfinition de ses vecteurs ? Les résultats de notre enquête permettent, dans les limites de la population étudiée, de proposer une image plus contrastée de cette politisation et de repérer les formes qu'elle prend.

La population enquêtée apparaît en effet comme très politisée et « compétente politiquement »<sup>39</sup>. L'immense majorité des répondants (96,9%) déclare « suivre l'actualité politique » et, dans une moindre mesure, s'intéresser à la politique (86,2%) (tableau 3) : « Chez nous, les tunisiens, tout le monde parle de la politique actuellement (...) Même avec l'épicier » (Femme d'une soixantaine d'années, retraitée de l'enseignement, électrice d'Ettakatol). Si ces chiffres spectaculaires sont très certainement un effet de la conjoncture de haute intensité politique du moment électoral sur cette frange de l'électorat tunisien, ils ne s'y réduisent sans doute pas<sup>40</sup>. Si l'intensité du suivi de l'actualité politique est relativement similaire selon le genre, ce n'est pas le cas de l'âge : les jeunes (18-30 ans) sont proportionnellement moins nombreux à suivre « beaucoup » l'actualité politique que toutes les autres catégories (32,7%), les plus de 60 ans étant proportionnellement plus de deux fois plus nombreux à suivre beaucoup l'actualité politique (67,5%).

36. Pour Juan J. Linz, un des critères de l'autoritarisme est l'absence de mobilisation extensive et intensive de la population : Linz Juan J., *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, Armand Colin, 2006.

37. Hirshman Albert O., *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983.

38. Cf. supra note 10.

39. Au sens où l'entend généralement la sociologie électorale française et anglo-saxonne : Blondiaux Loïc, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique ? », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°6, décembre 2007, p. 753-774.

40. Notre enquête montre que les principaux vecteurs médiatiques de politisation sont la télévision et internet, au détriment de la radio, de la presse et les magazines d'information, qui sont peu nombreux en Tunisie. Les univers sociaux où l'on discute politique sont bien répartis, entre les groupes d'amis, la famille et le travail, avec une relative prédominance de la sociabilité amicale.

**Tableau 3. Suivi de l'actualité politique et intérêt pour la politique par catégorie d'âge**

	Suivi de l'actualité politique									
	Oui		Très peu		Un peu		Beaucoup		Non	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
<b>18-30 ans</b>	99	95,1	7	6,7	58	55,7	34	32,7	5	4,8
<b>31-40 ans</b>	58	96,6	1	1,6	32	53,3	25	41,6	2	3,3
<b>41-50 ans</b>	46	100	3	6,5	21	45,6	22	47,8	0	0
<b>51-60 ans</b>	44	95,6	4	8,7	18	39,1	22	47,8	2	4,3
<b>+ 60 ans</b>	37	100	2	5,4	10	27	25	67,5	0	0
<b>Total</b>	284	96,9	17	5,8	139	47,4	128	43,7	9	3,1

Plus intéressant ici, le fort intérêt pour la politique s'accompagne d'une forte acceptation des catégories d'entendement du jeu politique et des organisations partisans de dimension nationale : quand on interroge les électeurs sur leur éventuelle proximité avec une organisation politique, 77,6% d'entre eux répondent positivement et citent au moins un parti, l'un des partis modernistes surtout<sup>41</sup>. Une minorité hésitante accorde son soutien à deux, trois voire quatre partis : ce sont, sauf une ou deux exceptions, des organisations généralement classées dans une même configuration politique et idéologique : indice supplémentaire d'une capacité des électeurs à donner de la cohérence à leurs préférences politiques et à se repérer dans l'univers partisan.

Au-delà de la capacité à se repérer dans le jeu politique, les électeurs étaient invités à se positionner politiquement dans une liste prédéfinie « d'orientations politiques », correspondant aux principales « familles » idéologiques repérables en Tunisie : nationaliste panarabe, socialiste, communiste, libéral, islamique, destourien. Seuls un petit nombre d'électeurs ne se positionnent pas sur la liste d'orientations politiques que nous leur avons soumise. La grande majorité s'est reconnue dans une des catégories proposées (en particulier « socialiste » et « libéral »), les autres proposant leur propre étiquette : « centriste », « démocrate », « humaniste », etc. Une partie d'entre eux ont proposé des combinaisons, associant deux (par exemple « destourien socialiste » ou « nationaliste pan arabe islamique »), trois voire quatre des items proposés. Les associations a priori contradictoires (socialiste libéral par exemple) ne sont pas rares. Mais sont-elles vraiment contradictoires ? Dans le contexte tunisien, on peut être socialiste en économie et libéral sur le plan des mœurs ; et, autre lecture, on peut être socialiste (au sens où l'on se situe à gauche sur le plan des valeurs) et libéral sur le plan économique ! Certaines catégories, comme « libéral » ou « centriste » ne renvoient pas à un contenu idéologique précis : elles servent ici d'identifications refuges labiles. Les contenus de ces catégories varient d'un électeur à l'autre, comme l'illustre ce dialogue avec une interne en médecine vétérinaire de 26 ans, qui a voté Ettakatol :

Q : Si vous aviez à définir vos orientations politiques, vous diriez-vous plutôt nationaliste panarabe, socialiste, communiste, libéral, islamique, destourien, autre ?

41. La question est formulée comme suit : « Y-a-t-il un parti (ou toute autre organisation) politique dont vous vous sentez proche ? ».

R : (incertaine) « gauche », (dans un rire trahissant une incertitude)  
« extrême-gauche ».

Q : Vous voulez dire gauche... socialiste ? Communiste ?

R : Non, pas du tout ! Socialiste, euh, la gauche c'est socialiste ? Donc oui, socialiste, pas communiste.

Q : Quand vous dites « gauche », vous pensez à quoi ? Quand vous dites « extrême-gauche », vous pensez à quoi ?

R : Euh, la liberté d'expression, la liberté de... je sais pas, euh, la séparation entre la religion et la politique, surtout ça hein, c'est le plus important.

Ces résultats indiquent pour nous la cristallisation d'univers idéologiques cohérents mais aux contours relativement flous, les significations de telle ou telle étiquette pouvant s'inverser. Reste que l'immense majorité des électeurs interrogés consent à s'identifier politiquement, ce qui n'était pas évident dans un tel contexte. Tout laisse penser que ces identifications reposent sur des logiques politiques et sociales qui ne sont pas nées du contexte de transition : elles sont au contraire inscrites dans une trame sociale et politique dont on peut supposer une certaine ancienneté. Une partie des offres idéologiques post-révolutionnaires (islamiste, moderniste, socialiste) étaient d'ailleurs portées sous Ben Ali par certains partis politiques d'opposition, diversement tolérés ou réprimés par le pouvoir.

En outre, les électeurs sont plus nombreux à se déclarer proches d'un parti politique (77,6%) que d'une personnalité politique nationale (58%)<sup>42</sup>. Contrairement à ce qui peut être dit sur la personnification des relations politiques dans les sociétés arabes, quelle qu'en soit la modalité (logiques tribales ici, figure du *zaim*<sup>43</sup>, là ou, plus prosaïquement, échange politique sur un mode clientélaire), un certain nombre d'électeurs sont capables de se représenter abstraitement l'univers politique, qui apparaît ici moins comme une lutte de personnes et de clans que comme une compétition d'organisations formelles, dotées d'un label et proposant des biens collectifs impersonnels comme des programmes. Cela n'interdit pas, bien sûr, de repérer les logiques matérielles, interpersonnelles, résiliantes qui génèrent les formes d'identification partisane, par exemple la connaissance personnelle de militants et de dirigeants de partis. Mais elles n'apparaissent pas ici centrales dans la construction d'un rapport au politique des électeurs étudiés. D'ailleurs, un nombre peu élevé d'électeurs (16,2%) est capable de citer le nom de la personne qui conduit la liste de leur choix dans la circonscription dont ils relèvent<sup>44</sup>. La grande majorité (67,8%) reconnaît ne pas connaître ou tout simplement n'ont pas répondu à la question et 15,9% répondent « mal » à la question, en citant le plus souvent l'un des leaders nationaux du parti correspondant. Il est vrai que la grande majorité de ces têtes de liste sont peu connues, ont dû faire campagne avec des moyens limités et n'ont pas bénéficié de l'attention des médias<sup>45</sup> : reste

42. Indépendamment de l'élection, d'ailleurs.

43. Camau Michel, Geisser Vincent, *Le syndrome autoritaire...*, op. cit., p. 78.

44. La question est formulée comme suit : « Quel est le nom de la tête de liste pour laquelle vous avez voté ? ».

45. Ce n'est pas le cas de tous les partis : la liste PDM était par exemple conduite par un universitaire reconnu, M. Fadhel Moussa, Doyen de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis.

que les partis modernistes, qui sont souvent décrits comme bien implantés dans les milieux sociaux privilégiés des zones urbaines côtières du pays et très peu ailleurs, ne le sont pas nécessairement si bien y compris dans leurs zones de force. L'élection du 23 octobre a bien été une élection de dimension nationale, tant par ses enjeux que par ses résultats. Cette nationalisation de l'élection, entendue comme compétition entre offres de représentation portées par des organisations partisans d'obédience nationale et bénéficiant de relais médiatiques, est une ligne de force de ce premier scrutin démocratique.

Enfin, les membres de notre échantillon sont relativement nombreux à appartenir à une organisation associative, syndicale ou politique : près d'un électeur sur trois ! Et presque un électeur sur dix se dit membre d'un parti politique ! Sur les 29 membres de partis politiques, 15 sont aussi membres d'un syndicat (en particulier d'une des branches de l'Union générale tunisienne du travail - UGTT) et/ou d'une association : cette multipositionnalité est sans doute ici en partie l'héritage de l'expérience autoritaire. L'engagement associatif ou syndical dans une organisation critique à l'égard du régime était pour les uns une façon de faire de la politique par des moyens détournés. Pour les autres, la participation à une organisation satellite du RCD prenait une signification différente. L'engagement partisan, postérieur au 14 janvier pour une grande partie des répondants, apparaît ici comme une façon de continuer ou d'actualiser des investissements antérieurs<sup>46</sup>.

Ces résultats sont contre-intuitifs, compte tenu du caractère récent du jeu compétitif, du nombre important d'organisations enregistrées comme partis politiques (à propos desquels nombre de commentateurs ont dénoncé l'effet de brouillage du jeu), de la diffusion d'un discours très critique à l'égard des partis politiques et de l'émergence d'utopies politiques fondées sur un rejet des partis<sup>47</sup>. Sans présumer de la généralisation d'un tel résultat à l'ensemble des groupes sociaux du pays, dont tout laisse penser que les acteurs nationaux du jeu politique ne pénètrent pas avec le même succès les différents espaces socio-territoriaux, il est tout de même révélateur d'une certaine appropriation par une partie des électeurs des acteurs du jeu politique.

L'ensemble de ces données suggèrent également une politisation relativement ancienne d'une part au moins de de l'électorat tunisien, dont la genèse remonte en-deçà du 14 janvier. L'expression publique d'un positionnement idéologique ou d'une proximité partisane est certes récente<sup>48</sup>, la possibilité de la matérialiser sous la forme d'un vote est pour la plupart une expérience inédite et beaucoup profitent de la situation d'enquête pour dénoncer l'apathie

---

46. Éric Gobe a bien montré, par exemple, comment l'organisation professionnelle des avocats a pu jouer le rôle d'une arène politique de substitution, voire d'un lieu de refuge du politique : Gobe Éric, *Les avocats en Tunisie. De la colonisation à la révolution (1883-2011)*. *Sociohistoire d'une profession politique*, Paris, Karthala, 2013.

47. Le grand nombre de listes « indépendantes » dans le scrutin en témoigne. Toutes circonscriptions confondues, 655 listes indépendantes ont été déposées, contre 830 listes de partis, et 34 listes de coalitions. Sources : [www.isie.tn](http://www.isie.tn)

48. Certains insistent sur la césure que représente le 14 janvier dans leur appréhension du politique, surtout les jeunes. Le fait qu'un grand nombre d'entre eux sachent situer dans le temps l'irruption du politique dans leur existence consciente (par une logique d'intellectualisation) illustre leur capacité à mettre à distance la socialisation et les institutions, comme si le processus révolutionnaire avait aussi une capacité à « réveiller les consciences ».

généralisée et organisée du régime précédent et le désintérêt alors ressenti pour la vie politique tunisienne. Mais les racines de cet intérêt « nouveau » pour la politique sont plus anciennes, comme le confirme avec éloquence le fait que ce sont les personnes les plus âgées qui satisfont de manière plus certaine les différents indicateurs de politisation<sup>49</sup>.

Cette hypothèse ne doit pas conduire à minimiser les effets du contexte révolutionnaire et postrévolutionnaire sur la cristallisation des préférences politiques. Un certain nombre de nos enquêtés décrivent leur intérêt pour la politique comme récent, « après le 14 janvier ». Si plus d'un électeur sur deux (56%) déclare avoir déjà participé à une manifestation, l'immense majorité de ces derniers ont fait l'apprentissage du comportement manifestant au cours de la séquence révolutionnaire (14 janvier inclus) ou bien après le 14 janvier. Une dizaine seulement de répondants évoquent une expérience manifestante, surtout en tant qu'étudiant, au cours du régime précédent ou, pour les plus âgés, du temps de la colonisation française. La manifestation du 14 janvier, à laquelle 38% des électeurs ayant l'expérience d'une mobilisation disent avoir participé, paraît être un moment inaugural de la « politisation en actes » des citoyens tunisiens. La participation aux manifestations qui ont suivi n'a pas la même signification : elles ont des significations politiques divergentes (Kasbah 1 et/ou Kasbah 2<sup>50</sup> vs Kobba<sup>51</sup>, par exemple), mais s'inscrivent toutes dans la continuité de cette mobilisation inaugurale, et on peut penser qu'elles ont contribué à renforcer des orientations politiques spécifiques. Parmi les manifestations postérieures au 14 janvier, ce sont celles de la Kasbah qui ont été les plus mobilisatrices parmi les enquêtés, puisque 29,33% des personnes mobilisées affirment explicitement avoir participé à l'un des rassemblements place de la Kasbah (contre 8,66 % à celui de la Kobba). Sans surprise, les manifestations anti-islamistes ou de défense de la liberté d'expression ou de l'égalité hommes-femmes, ont été suivies par un nombre relativement important de la part manifestante de l'échantillon (ainsi, 12 % d'entre eux ont participé à une manifestation organisée le dimanche précédent les élections, dite « Aâtaqni » (lâche-moi) et dirigée contre le discours islamiste). Sans surprise non plus, ce sont les plus jeunes de l'échantillon qui manifestent le plus, cette expérience s'affirmant comme un mode d'intégration dans la lutte politique en Tunisie.

49. Certains témoignages indiquent que la vie politique française, suivie par de nombreux Tunisiens, notamment lors des échéances présidentielles, jouait le rôle d'une sorte de vie politique de substitution. Dans un article sur les processus électoraux en Tunisie sous les régimes de Bourguiba et Ben Ali, Vincent Geisser note avec justesse que la démobilisation des électeurs pour des scrutins verrouillés ne signifie pas pour autant dépolitisation : Geisser Vincent, « Tunisie : des élections pour quoi faire ?... ».

50. Le mouvement Casbah 1 débute le 23 janvier 2011, celui de Casbah 2 au mois de février. Réunissant des Tunisiens issus des régions de l'intérieur, il articule une occupation de la place de la Casbah, sous les fenêtres du Premier ministre et des manifestations. Celle du 25 mars, qui réunira plusieurs centaines de milliers de personnes, se prolongera par des émeutes violemment réprimées avenue Bourguiba (5 morts) mais qui aboutiront à la démission du Premier ministre Mohamed Ghannouchi.

51. Le mouvement de la Kobba (du nom de la place de la Coupole où se réunissent les manifestants) s'est constitué en réaction à celui de la Casbah 2. Réunissant des membres de classes moyennes, il dénonçait les rêves de rupture radicale des partisans de la Casbah et appelait à la reprise du travail, à la nécessité de soutenir l'économie et à des réformes graduelles.

### 3. « Aux urnes, citoyens »<sup>52</sup>. Le « sens » des élections

Si l'ampleur de la victoire annoncée du parti islamiste Ennahdha a été un des aspects du « cadrage médiatique » du scrutin du 23 octobre, une autre lecture a dominé les commentaires : ce jour-là est celui où « le peuple tunisien [part] à la reconquête de sa liberté et de sa dignité »<sup>53</sup>, où il exécute rassemblé un « hymne à la démocratie »<sup>54</sup>. Journalistes, hommes politiques, militants associatifs et intellectuels joueront au cours des journées qui précèdent le scrutin le rôle d'agents mobilisateurs puis celui d'interprètes autorisés des résultats. L'ampleur de la participation électorale, dont la presse retiendra opportunément le chiffre le plus spectaculaire, sera logiquement interprétée comme une volonté unanime des électeurs tunisiens de soutenir la construction de la démocratie par l'apprentissage de l'acte électoral. De fait, notre enquête révèle des électeurs concernés par la campagne : 95,2% d'entre eux disent avoir suivi la campagne, même si avec une attention différente d'un électeur à l'autre (tableau 4).

Tableau 4. Modalités du suivi de la campagne

J'ai...	Oui		Non	
	N	%	N	%
<b>Lu un ou plusieurs programmes</b>	218	74.4	75	25.6
<b>Discuté avec des militants et/ ou des candidats</b>	88	30.03	205	69.97
<b>Été sur un site internet de candidats</b>	153	52.39	139	47.61
<b>Été à un meeting ou une réu- nion politique</b>	99	33.79	194	66.21
<b>Directement participé à la campagne électorale</b>	28	9.56	265	90.44
<b>Suivi la campagne</b>	279	95.22	14	4.78

La « mobilisation » de l'électorat en ce « jour historique » sera lue comme l'indice d'une volonté unanime de matérialiser par le vote une émotion collective, de réaliser un « rêve » tant attendu : « car ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ils ont rêvé d'une constitution qui soit érigée sur la base d'une vraie démocratie »<sup>55</sup>.

Ce n'est certainement pas faux : beaucoup d'électeurs rencontrés ce jour-là, dont certains votaient pour la première fois, semblaient en effet à la fête : des attitudes de soulagement, de joie non feinte, rapportées aux enquêteurs lors des passations de questionnaire ou directement observées, peuvent attester de la présence d'émotions parmi ces « foules sentimentales » qui se pressent devant les bureaux de vote<sup>56</sup>. Pour cet électeur d'Ennahdha, cadre supérieur

52. *La presse de Tunisie*, 23 octobre 2011.

53. Une du journal *La presse de Tunisie*, 23 octobre 2011

54. Une du journal *Le Temps*, 23 octobre 2011.

55. Ahmed Nemlaghi, « Transparence ! », *Le Temps*, 23 octobre 2011, p. 7.

56. Le film de Hichem Ben Ammar, « La Tunisie vote » (5/5 productions, 2012), produit par l'Instance supérieure indépendante des élections (ISIE) montre des électeurs enthousiastes, il est



dans une multinationale de 52 ans, « c'est une occasion qui peut-être ne se répète pas, moi j'ai 52 ans et c'est la première fois, c'est un plaisir, c'est un honneur de participer ». Pour cet autre électeur du PDP, « j'étais ému, j'étais agréablement surpris ce matin, lorsqu'à 8h30 je trouve tout le parking plein, c'est une émotion, c'est la première fois que je l'ai ressentie, à part les matches de football lorsqu'on gagne, lorsqu'on participe aux coupes du monde (...) ça c'est déjà un acquis indépendamment qui va gagner » (homme, 43 ans, GRH dans une entreprise privée). La situation d'entretien dans la file d'attente permet aux électeurs d'intellectualiser leur subjectivité, à l'instar de cette retraitée, ancienne cadre à la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) :

Q : Malgré l'attente, vous gardez le sourire !

R : Ah oui ! Le renouveau donne toujours le sourire, hein. Donc, là je suis vraiment très heureuse, peut-être un peu fatiguée, pas trop puisque de toute façon il fait frais et c'est pas le mauvais temps et bon un peu de patience, c'est tout, c'est occasionnel, c'est pas tous les jours qu'on voit ça, hein.

Q : pourquoi est-ce important pour vous d'être là ?

R : Eh bien pour le changement puisqu'on a vécu 23 années de malaise, 23 années d'insécurité, de non-liberté on pouvait pas parler librement même au téléphone ».

En outre, l'expérience électorale est en pratique une expérience collective, puisqu'une majorité d'entre eux sont venus voter à plusieurs (68.9%), entourés d'amis (11.6%), de parents (28%) ou plus fréquemment du conjoint (28.6%). Si ce fait peut s'expliquer par des raisons qui n'ont rien à voir avec l'intention d'accomplir ensemble le geste électoral (poids de la matrice familiale, logiques résidentielles de l'inscription électorale, etc.)<sup>57</sup>, on peut néanmoins supposer que la venue des électeurs au sein de groupes affinitaires a pu favoriser la circulation et la consolidation d'une signification historique de l'événement<sup>58</sup>. De fait, certains électeurs reconnaissent être venus voter pour suivre « la vague politique » tout en ne suivant pas « la politique ni de près ni de loin »<sup>59</sup>.

Mais cette lecture « émotionnelle » du scrutin, qu'on ne discutera pas en tant que récit interprétatif d'un événement en effet « historique », doit être discutée dès lors qu'elle se pose comme explication des comportements individuels. D'abord, parce que le cadrage d'une mobilisation collective ne rend pas nécessairement compte des « motifs »<sup>60</sup> cognitifs et des logiques pratiques de la participation individuelle à celle-ci et écrase la variété des raisons d'agir d'un individu à l'autre. Ensuite, parce qu'il suppose la présence d'une « émotion » ou, à tout le moins, d'une croyance en la dimension historique du scrutin, qui peuvent en effet être présentes, mais aussi très secondaires, voire absentes<sup>61</sup>.

---

vrai interrogés par le cinéaste sur « ce qu'ils ressentent » en ce jour historique.

57. Braconnier Céline, Dormagen Jean-Yves, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Gallimard, coll. Folio actuel, 2007.

58. Garrigou Alain, *Histoire sociale du suffrage universel en France, 1848-2000*, Paris, Points-Seuil, 2002.

59. Homme, 29 ans, chef de projet.

60. Cefai Daniel, Trom Danny, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, éditions de l'EHESS, 2001.

61. Les travaux de Nicolas Mariot nous apprennent, à l'instar des acclamations populaires au

Enfin, parce qu'en lisant l'acte électoral principalement comme une affirmation de citoyenneté et l'accomplissement d'un devoir faisant consensus, il conduit de façon paradoxale à dépolitiser les comportements électoraux.

Or, c'est surtout en suscitant, paradoxalement, des attitudes d'auto-contrôle, que l'événement a manifesté sa dimension extraordinaire ou historique. Les longues files d'attente devant les bureaux de vote suscitent peu d'énervement, comme si l'exaspération n'était pas de mise en ce jour particulier, dictant une police d'attitudes dont s'amuse deux jeunes lycéens de 16 et 17 ans, résidant dans le quartier et présents « par curiosité » pour la « première élection démocratique » : « Les gens, même s'ils attendent plusieurs heures, debout, ils sont pas découragés, ils baissent pas les bras, ils sont encouragés les uns par les autres, ils disent pas qu'il y a trop de monde (...) il y a une bonne ambiance », affirme la jeune fille. S'ils se résignent à l'attente, c'est parce qu'« ils savent qu'ils participent à l'histoire de la Tunisie, c'est de la persévérance (...) c'est une sorte de famille, composée de gens qu'on connaît pas »<sup>62</sup>. L'émotion ne se donne pas à voir sur un mode expressif, visible, bruyant :

Q : Vous êtes venu voter pour la première fois. Avez-vous ressenti quelque chose de particulier ?

R : Quand même, oui, c'est un peu émouvant, c'est la première fois, ça fait chaud au cœur. Ça fait plaisir de voir même si j'ai attendu cinq heures mais ça fait quand même plaisir.

Q : Et vous avez manifesté votre émotion d'une façon ou d'une autre ?

R : Ah non, non, c'est à l'intérieur<sup>63</sup>.

Les propos critiques à l'égard des défauts d'organisation matérielle du scrutin ne sont pas absents mais ils sont exprimés sur le mode de l'euphémisme : « j'ai un tout petit regret, à cause de l'organisation tout simplement. Mais en définitive c'est la satisfaction d'avoir participé à cette élection pour que l'avenir soit meilleur, sur tous les plans » (Homme, médecin, la cinquantaine).

Cette police des comportements, empreinte de civisme et de civilité, va jusqu'à renverser la signification habituelle donnée aux files d'attente<sup>64</sup> :

---

passage du convoi présidentiel, à ne pas déduire des manifestations bruyantes de soutien une croyance partagée ou des émotions : Mariot Nicolas, *Bains de foule. Les voyages présidentiels en province*, Paris, Belin, 2006. Nous pensons qu'à l'inverse, ce n'est pas parce que les attitudes sont ritualisées, mesurées voire auto-contrôlées que l'émotion est absente. Pour le dire autrement, ce n'est pas parce que les gens accomplissent un rituel qu'ils ne sont pas porteurs de croyances : ils peuvent même être porteurs de ces mêmes croyances collectives construites par les médias et les acteurs politiques.

62. Entretien.

63. Femme, 26 ans, interne en médecine, électrice d'Ettakatol.

64. Onze personnes de sexe, d'âge et de statut professionnel différents nous ont accordé un entretien d'une dizaine de minutes environ. Nous nous appuyons ici également sur les entretiens réalisés lors de la passation des questionnaires. Faute de pouvoir observer par nous-même des « comportements émotionnels » (comme les qualifient les neurosciences), nous avons ajouté, au cours de la journée une question au questionnaire : « avez-vous ressenti quelque chose de particulier en venant aujourd'hui voter ? ». Ces entretiens et nos observations illustrent l'intérêt qu'il y aurait de mener une véritable ethnographie des files d'attente et en définitive, une ethnographie de la citoyenneté (cf. Mariot Nicolas, « Pourquoi il n'existe pas d'ethnographie de la citoyenneté », *Politix*, vol. 23, n°92, 2010, p. 167-194).

Q : Vous avez déjà connu ce type de situation, de sympathiser avec les gens comme ça ?

R<sup>65</sup> : Bien sûr, en Tunisie on a beaucoup l'occasion d'avoir des queues (inaudible).

Q : Donc, l'attente comme ça c'est pas exceptionnel.

R : Non, c'est pas, mais bon une attente comme ça juste pour signer un papier c'est exceptionnel et c'est pas quelque chose que tu vas avoir de l'argent ou bien un papier important pour toi c'est juste pour l'avenir de ton pays c'est autre chose.

Q : Ce qui me frappe : j'ai vu des files d'attente devant des bureaux d'aide sociale, les gens s'énervaient et là, je ne vois aucun énervement.

R : Bien sûr, même si quelqu'un il passe devant toi y a personne qui parle y a personne qui crie, qui râle, qui dit « non, tu dois prendre la queue », non « vas-y, passe ».

Q : Il y a des gens qui font ça ?

R : Oui, bien sûr, des femmes âgées, des hommes âgés, même sans le dire, ils se fauflent, personnellement j'ai pas vu quelqu'un qui a râlé depuis trois heures, c'est vraiment étonnant.

Civisme et civilité électorale vont, on le sait, de pair<sup>66</sup>. Les foules sentimentales décrites dans les médias apparaissent au sociologue polies et contenues. Et si pour une majorité d'électeurs, participer au scrutin est une expérience inédite, le questionnaire révèle qu'1/3 des électeurs au moins ont déjà participé à un scrutin électoral en Tunisie (tableau 5)<sup>67</sup>. Si on retranche de l'échantillon ceux qui étaient trop jeunes pour pouvoir voter en 2009 aux élections présidentielle et législatives, c'est à peine plus (36%) qui reconnaissent s'être déplacés aux urnes au moins une fois durant la période autoritaire. Même si ce scrutin est très largement vécu comme réconciliant les Tunisiens avec les élections, la belle image de la nation montée aux urnes pour la première fois s'en trouve passablement écornée. L'apprentissage collectif du vote est donc en partie une fiction : si les taux de participation sous Ben Ali étaient effectivement grossis artificiellement par le régime, une masse critique de citoyens participait bel et bien à la mascarade électorale : parmi eux, on trouve des électeurs de tous partis, y compris d'Ennahdha. Un électeur islamiste sur trois s'est donc prêté au moins une fois au jeu électoral dans le cadre d'un régime qui a réprimé durement les cadres et les militants de ce parti.

65. Homme, 29 ans, chef de projet.

66. Deloye Yves, Ihl Olivier, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences po, 2008.

67. Il n'est pas impossible que ce chiffre soit inférieur à la réalité, certains électeurs préférant cacher cette information à l'enquêteur. Sous le régime précédent, les taux de participation étaient maintenus élevés par le bourrage des urnes mais aussi par la mobilisation d'un nombre significatif d'électeurs.

Tableau 5. L'expérience électorale

	Oui		Non	
	N	%	N	%
<b>Totalité de l'échantillon (293)</b>	95	32,4	198	67,6
<b>Electeurs en âge de voter en 2009 (264)</b>	95	36	169	64
<b>Ennahdha (33)</b>	11	33,3	22	66,6
<b>Ettakatol (70)</b>	21	30	49	70
<b>CPR (33)</b>	6	18,2	27	81,8
<b>PDM (45)</b>	12	26,7	33	73,3
<b>PDP (28)</b>	14	50	14	50

Par ailleurs, les enquêtés reconnaissent eux-mêmes s'être déplacés au bureau de vote pour d'autres motifs que la seule volonté de participer à « la première élection démocratique » (tableau 6). Seuls 54,9% des électeurs se sont mobilisés en ce sens, comme si l'événement n'était pas en soi un levier de mobilisation. En réalité, un nombre important des électeurs étaient motivés par des buts plus prosaïques, qui sont ceux de toute élection « normale ». Environ 1/3 d'entre eux (34,1%) reconnaissent voter pour « faire barrage à un parti politique » : il s'agit essentiellement d'électeurs de partis modernistes (Ettakatol, PDM, surtout) et du CPR, mobilisés contre le parti islamiste Ennahdha<sup>68</sup> qu'ils soupçonnent parfois de préparer une nouvelle « dictature », cette fois « religieuse » (femme, 26 ans, interne en médecine, vote Ettakatol).

Ces « électeurs-anti » sont plus nombreux que les « électeurs-pour » : seulement ¼ des électeurs (23,9%) disent aussi être venus pour soutenir un parti ou une personnalité politique : on les trouve surtout parmi les électeurs d'Ennahdha (36,4% d'entre eux), indice d'un vote d'adhésion plus répandu parmi les électeurs islamistes. La défiance à l'égard d'Ennahdha est aussi sans doute l'indice d'une croyance des électeurs des partis modernistes dans le caractère historique du scrutin et la nécessité d'en défendre les acquis qu'ils jugent menacés par la montée en puissance du parti islamiste : d'où peut-être le nombre très important d'entre eux (quatre électeurs sur cinq environ) qui répondent avoir voté pour « garantir l'avenir de la Tunisie ». Enfin faut-il ne pas sous-estimer le poids du contrôle social sur le vote, qu'évoquent certains en parlant de « devoir », de la volonté d'être actif, etc. et qui s'exprime sous la forme de comportements mimétiques, niés dans les professions de foi démocratiques lues dans la presse, qui lisent l'acte de vote comme un engagement romantique.

En somme, il s'agit bien d'une élection « politique », au sens où les enjeux partisans sont autant présents que le plébiscite pour la démocratie. Si la plupart des électeurs interrogés dans la file d'attente affirment que les discussions spontanées auxquelles l'attente donne lieu ne concernent pas la compétition politique et partisane, la politique surgit dans les interactions, sur un mode plus ou moins indirect ou euphémisé. Un homme de 23 ans, étudiant en médecine, venu voter seul, l'atteste :

68. En revanche, très peu d'électeurs Ennahdha (15,2%) disent vouloir faire barrage à un parti politique.

Tableau 6. Les motivations de la participation électorale\*

	Echantillon		Ettakatol		PDM		CPR		PDP		Ennahdha	
	N (N=293)	%	N (N=70)	%	N (N=45)	%	N <sup>1</sup> (N=333)	%	N (N=28)	%	N (N=33)	%
Parce que c'est la première élection démocratique	161	54,90%	38	54,20%	25	55,60%	14	42,40%	18	64,30%	15	45,50%
Pour garantir l'avenir de mon pays	236	80,50%	54	77,10%	37	82,20%	25	75,80%	22	78,60%	26	78,80%
Parce que j'ai envie de soutenir un parti (ou une personnalité) politique	70	23,90%	14	20	11	24,40%	8	24,20%	8	26,20%	12	36,40%
Pour faire barrage à un parti politique	100	34,1%	34	48,60%	19	42,20%	10	30,30%	11	39,30%	5	15,20%
Parce qu'on m'a demandé de venir	6	2,00%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Parce que c'est un devoir (réponse spontanée)	12	4,00%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	14	4,70%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

\* La question était formulée comme suit : « Certains citoyens n'ont pas souhaité participer à cette élection. Quelles sont les raisons qui vous ont motivé, vous, à venir voter (plusieurs réponses possibles) ? - parce que c'est la première élection démocratique ; - pour garantir l'avenir de mon pays ; - parce que j'ai envie de soutenir un parti (ou une personnalité) en particulier ; - pour faire barrage à un parti politique ; - parce qu'on m'a demandé de venir (précisez) ; - Autre... ».

Q : De quoi vous parlez dans la file d'attente ?

R : Personnellement, j'ai parlé de tout sauf de la politique.

Q : Vous avez parlé de quoi ?

R : De notre condition sociale, des conditions financières, du travail, de médecine, de tout sauf de la politique (...)

Q : Vous avez le sentiment que les gens, ici, en général, ne parlent pas de politique, mais d'autre chose ?

Q : Oui, oui, d'autre chose, de nos conditions de vie, de notre avenir, de notre avenir après le 23 octobre, on a peur de l'avenir en partie mais bon on tient bon.

L'enjeu constitué par la crainte qu'inspire la victoire possible d'Ennahdha parmi cette fraction de la population suscite prises de parole et conversations :

Q : et vous parlez de quoi ?

R : (malicieuse) D'après vous ?

Q : Je ne sais pas !

R : Eh bien si vous le savez ! Des votes, des opinions des autres, moi je me suis permise de dire ce que je pense, parce que la femme tunisienne est une femme très évoluée aussi bien sur le plan culturel que, sur tous les plans... ».

Femme, retraitée, ancienne cadre à la STEG.

De ce point de vue, les électeurs expriment des attentes plurielles de l'élection, qui ne se réduit, pas, loin de là, pas à l'enjeu constitutionnel, qui est pourtant l'objectif officiel de cette élection qui, rappelons-le, est organisée pour composer une assemblée constituante. La question ouverte qui leur a été soumise sur « la mesure la plus importante » qu'ils souhaitent pour eux-mêmes et leur famille a donné lieu à des réponses diversifiées, que nous avons codées en trois catégories d'enjeux : politiques et institutionnels, matérialistes (ou sociaux), culturels (tableau 7). Plus d'un électeur sur deux évoque un enjeu « politique » ou « institutionnel » (52,4%). Parmi ceux-ci, l'enjeu de la sécurité, de l'ordre et/ou de la stabilité (19,6% de l'échantillon) prédomine sur celui de la Constitution (11,8%). Conséquence de la révolution et de l'instabilité politique qui en a résulté ? Ce chiffre traduit surtout le fait que les catégories sociales urbaines et aisées dont sont issus nos enquêtés ont particulièrement *ressenti* un net sentiment d'insécurité, que celui-soit ou non fondé sur une réalité objective n'y changeant rien. « Je suis pour la sécurité, la sécurité, la sécurité », affirme une femme de 35 ans, hôtesse de l'air, électrice d'une liste indépendante. Cet enjeu est ici catégoriel, il illustre le fait que les motifs de l'élection ne sauraient être ramenés à la construction de la démocratie en général et la rédaction d'une constitution en particulier. En revanche, l'assez faible taux de répondants évoquant la nécessité de défendre l'égalité entre les hommes et les femmes et de lutter contre l'extrémisme est plus étonnant : les enjeux culturels ne sont que faiblement cités par les électeurs (11,4%) : peut-être faut-il y voir la faiblesse relative de l'emprise du débat modernistes/islamistes sur les électeurs et donc de relative résistance à l'égard du cadrage opéré par une partie des médias et du personnel politique. Contrairement à l'affirmation selon laquelle les citoyens francophones de la région de Tunis sont indifférents à l'égard des souffrances populaires, près d'un électeur sur trois (31,1%) évoque la nécessité de créer

Tableau 7. Mesure la plus importante à mettre en œuvre

	Echantillon		Ettakatol		PDM		CPR		PDP		Emhadha	
	N (N=263)	%	N (N=62)	%	N (N=41)	%	N (N=30)	%	N (N=27)	%	N (N=32)	%
<b>Enjeux politiques et institutionnels</b>												
Liberté	19	7,2%	3	4,8%	4	9,7%	0	0%	1	3,7%	4	12,4%
Constitution/destour	31	11,7%	11	17,7%	4	9,7%	5	16,6%	1	3,7%	3	9,3%
Sécurité/ordre/stabilité	49	19,6%	12	19,3%	7	1,6%	3	10%	9	33,3%	2	6,2%
Démocrate	12	4,5%	3	4,8%	2	4,8%	2	6,6%	1	3,7%	3	9,3%
Autres (réconciliation nationale / justice / honnêteté des gouvernants, rompre avec l'AR, exclusion des anciens /bon président, gouvernement sage, changer gouvernance)	27		3		2		7		5		6	
<b>TOTAL</b>	<b>138</b>	<b>52,4%</b>	<b>32</b>	<b>51,6%</b>	<b>19</b>	<b>46,3%</b>	<b>17</b>	<b>56,6%</b>	<b>17</b>	<b>62,9%</b>	<b>18</b>	<b>56,2%</b>
<b>Enjeux « matérialistes »</b>												
Pour l'emploi, contre le chômage	29		9		2		2		5		5	
Egalité sociale, cohésion sociale, « social »	18		6		1		1		1		3	
Developpement économique, « l'économie »	12		4		2		1		2		0	
Autre : contre la corruption / dignité / éducation / augmentation pouvoir d'achat, contre vie chère, augmenter salaires / réforme fiscale	23		7		4		3		0		0	
<b>TOTAL</b>	<b>82</b>	<b>31,1%</b>	<b>26</b>	<b>41,9%</b>	<b>9</b>	<b>21,9%</b>	<b>7</b>	<b>23,3%</b>	<b>8</b>	<b>29,6%</b>	<b>8</b>	<b>25%</b>
<b>Enjeux « culturels »</b>												
Respecter la religion/défendre la religion/identité arabo-musulmane/garantir l'identité des langues	5						1				4	
Distinguer religion/politique, lutter contre extrémisme	15		1		8		2					
Egalité hommes-femmes/constitution égalitaire, équité dans tous les domaines	5		1		1		1		1			
Autres : tolérance / encourager les artistes, les jeunes / propreté / santé /légaliser les drogues	5		1		1		0		1		4	
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	<b>11,4%</b>	<b>3</b>	<b>4,8%</b>	<b>10</b>	<b>24,4%</b>	<b>4</b>	<b>13,9%</b>	<b>2</b>	<b>7,4%</b>	<b>4</b>	<b>12,5%</b>
<b>Généralités</b>												
(« améliorer conditions du pays », « confiance », « avenir politique et économique », etc.)	13		1		3		2		0		2	
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>4,9%</b>	<b>1</b>	<b>1,6%</b>	<b>3</b>	<b>7,3%</b>	<b>2</b>	<b>6,6%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>2</b>	<b>6,2%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>263*</b>	<b>100%***</b>	<b>62</b>	<b>100%</b>	<b>41</b>	<b>100%</b>	<b>30</b>	<b>100%</b>	<b>27</b>	<b>100%</b>	<b>32</b>	<b>100%</b>

\* Nous avons ignoré dans nos calculs les électeurs dont les réponses étaient illisibles ainsi que les non-réponses.

\*\* Nous n'avons retenu que le premier enjeu cité par les électeurs qui en citaient plusieurs.

des emplois, lutter contre le chômage, réduire les inégalités sociales ou encore assurer le développement économique.

#### 4. Des électorats contrastés ?

L'étude menée jusqu'ici sur les formes de politisation et sur les logiques de participation nous a conduit à traiter l'échantillon comme relativement homogène, indépendamment du choix électoral. Si nous ne saurions prétendre ici, dans les limites d'une seule élection et d'un échantillon relativement modeste, élaborer des profils électoraux raffinés par parti politique, les électeurs ont de fait « choisi » des partis différents pour les représenter. Quelles logiques sous-tendent le choix de telle liste ou de telle autre ?

Il convient tout d'abord de relativiser la consistance des choix électoraux. Environ la moitié des électeurs affirment avoir longtemps hésité ou même ignoré pour qui voter : 9,3% se sont décidés entre un mois et un mois et demie avant le scrutin, 12,5% lors des dernières semaines, soit depuis le début de la campagne officielle lancée le 1er octobre, 21,1% la dernière semaine, 8,2% la veille du scrutin<sup>69</sup>. Un électeur sur 10 a même fait son choix le jour du vote – certains se sont décidés une fois derrière l'isoloir. La presse s'en est fait l'écho, en amont du scrutin, évoquant un « suspense haletant »<sup>70</sup> et qualifiant les indécis de « citoyens non 'idéologisés' »<sup>71</sup> alors que l'hésitation provenait plutôt des confusions qu'impliquait la présence aux élections de partis très proches idéologiquement : de fait, l'hésitation concerne en général deux ou trois partis d'une même « famille » politique et en particulier les partis modernistes. Les électeurs d'Ennahdha, quant à eux, ont en majorité fait leur choix plusieurs mois avant l'élection.

Peut-on distinguer plusieurs électorats en fonction de certaines propriétés sociodémographiques ? Doit-on plutôt se contenter de rechercher des éléments de cohérence ou d'articulation en reliant les réponses à certaines des questions que nous leur avons posées, notamment sur les motivations qui ont présidé à leur choix ?

##### 4-1 Des variables lourdes du comportement électoral ?

Le croisement du vote et de certaines caractéristiques sociodémographiques de l'électorat est généralement éclairant. Compte tenu de la taille de notre échantillon, qui nous condamne à raisonner à partir de petits effectifs d'électeurs par parti politique et de l'impossibilité de croiser nos résultats avec d'autres enquêtes, il serait pourtant hâtif de faire ressortir des « variables

69. Un sondage Sigma réalisé le 1<sup>er</sup> juillet auprès de 774 individus montre que 26,2% des électeurs n'ont pas encore fait leur choix, 4,8 % refusant de répondre et 12,7% se déclarant abstentionnistes : <http://www.fichier-pdf.fr/2011/07/04/barometre-politique-sigma-conseil-mode-de-compatibilite/>. Le même institut réalise entre le 6 et le 9 septembre un sondage auprès de 2513 individus qui indique un taux d'indécision de 32,1%, 3,5% refusant de répondre et 4,4% se revendiquant abstentionnistes : [http://politik.webmanagercenter.com/documents/Barometre\\_politique\\_Sigma\\_Septembre\\_2011.pdf](http://politik.webmanagercenter.com/documents/Barometre_politique_Sigma_Septembre_2011.pdf).

70. Mohsen Zribi, *La presse de Tunisie*, 23 octobre 2011.

71. M'hamed Jaïbi, *La presse de Tunisie*, 23 octobre 2011.



lourdes » du comportement électoral. Il n'est néanmoins pas interdit de formuler quelques hypothèses (tableaux 2, en annexe et 8).

**Tableau 8. Comparaison schématisée des électorats partisans à partir de quelques variables-clé**

<b>Genre</b>					
Du - féminisé			au + féminisé		
Ennahdha	CPR	Ettakatol	<i>Echantillon</i>	PDP	PDM
<b>Age</b>					
Du plus jeune			au plus âgé		
CPR	Ettakatol	<i>Echantillon</i>	PDM	Ennahdha	PDP
<b>Niveau d'études</b>					
Du moins instruit			au plus instruit		
Ennahdha	Ettakatol	CPR	<i>Echantillon</i>	PDP	PDM
<b>Catégories socio-professionnelles</b>					
Du moins pourvu en cadres supérieurs			au plus pourvu		
Ennahdha	Ettakatol	PDP	<i>Echantillon</i>	PDM	CPR
Du moins pourvu en employés, ouvriers			au plus pourvu		
PDM	CPR	PDP	<i>Echantillon</i>	Ettakatol	Ennahdha
Du moins pourvu en étudiants			au plus pourvu		
PDP	Ennahdha	CPR	<i>Echantillon</i>	Ettakatol	PDM
<b>Pratique religieuse</b>					
Du moins pratiquant			au plus pratiquant		
Ettakatol	PDM	<i>Echantillon</i>	PDP	CPR	Ennahdha

Certaines « variables lourdes » ne permettent que marginalement de discriminer les électorats. Certes, l'électorat des partis dits modernistes apparaît plus féminisé que celui du CPR et surtout du parti islamiste (trois hommes pour une femme). Il est aussi globalement plus jeune (à l'exception du PDP) que le parti islamiste. Mais en ce qui concerne le niveau d'études, l'électorat est assez homogène, même si Ennahdha recrute plus que les autres partis parmi la part moins instruite de l'électorat (environ un électeur sur cinq a suivi des études primaires et secondaires). Le vote Ennahdha est également faible parmi les étudiants, qui plébiscitent surtout le PDM et Ettakatol. On retrouve dans tous les électorats une nette surreprésentation des catégories sociales élevées : les cadres et professions intellectuelles supérieures en particulier. Si Ennahdha recrute plus que les autres parmi les professions intermédiaires, employés et ouvriers – la différence avec les partis modernistes est frappante –, plus d'un électeur islamiste sur cinq exerce néanmoins un métier de cadre supérieur dans une administration publique, professeur ou avocat. Le parti islamiste, très présent dans les quartiers populaires où il jouit parfois du prestige d'ancien opposant et de victime du régime de Ben Ali, parvient aussi, certes de façon moins spectaculaire, à séduire une fraction des classes moyennes supérieures résidant en marge des quartiers populaires<sup>72</sup>. « On a vu des gens qui s'habillent à l'occidentale et qui votent Ennahdha » déplorera une enquêtée (Femme, 48 ans, sans profession, croyante pratiquante, électrice d'un parti libéral). Concernant la pratique religieuse enfin, tous les partis attirent des électeurs pratiquants et non pratiquants et elle est sans surprise plus systématique parmi les électeurs Ennahdha. Ceux-ci (ainsi que ceux du PDP qui sont aussi les plus âgés) sont enfin beaucoup plus nombreux à être mariés et à avoir des enfants. L'électorat islamiste est donc tendanciellement un électorat moins diplômé, plus âgé, plus masculin, moins privilégié, plus croyant et plus pratiquant que les autres partis.

#### 4-2 Les motivations du choix électoral

Si des variations sont repérables en fonction de certaines propriétés socio-démographiques, elles ne suffisent pas à discriminer les électeurs des différents partis. De même, du point de vue des indicateurs de politisation (suivi de l'actualité politique et de la campagne, intérêt pour la politique, expérience manifestante), l'électorat est assez homogène. Comment expliquer le choix pour tel ou tel parti ? Articulées aux caractéristiques sociales, plusieurs questions soumises aux enquêtés permettent de reconstituer des univers de sens distincts et décrire des électorats différenciés. Attentif à ne pas expliquer le politique par le politique, ces données ne sont en aucun cas ici des variables indépendantes explicatives du choix électoral. Articulées à ce dernier, elles permettent néanmoins de tracer les contours (imprécis) de groupes d'électeurs distincts.

Deux ordres d'opposition peuvent être mis en avant.

##### *Modernistes vs islamistes*

Un premier clivage distingue les électorats des « partis modernistes » de l'électorat islamiste. Celui-ci présente un taux de proximité partisane plus fort que l'électorat moderniste (90,9 % contre 75,6 % pour PDM). C'est aussi la

72. Gana Alia, Van Hamme Gilles, Ben Rebah Maher, « La territorialité du vote... », art. cit., p. 64.

fraction de l'électorat qui manifeste le taux le plus bas de proximité à l'égard d'une personnalité politique. Douze électeurs sur 33 citent un leader politique, dont seulement 2 le chef du parti Rached Ghannouchi ! À l'inverse, 60,6% des électeurs du CPR se disent proche d'une personnalité (dont une majorité cite le leader du parti, Moncef Marzouki), 74,3 % des électeurs d'Ettakatol et 78,6 % des électeurs du PDP (qui plébiscitent tous deux le leader de leur parti respectif, Mustapha Ben Jaafar et Ahmed Néjib Chebbi). Ces résultats indiquent une plus forte personnalisation des partis modernistes<sup>73</sup> que le parti islamiste mais aussi sans doute une plus forte adhésion de cet électorat à un imaginaire politique qui associe la politique à des hommes forts, à des personnalités d'envergure, à des hommes d'État<sup>74</sup>. Chebbi, le leader du PDP, est présenté par un de ses électeurs comme « un militant expérimenté » (homme, 43 ans, GRH dans une entreprise privée). Par contraste, les porte-parole du parti islamiste, et Rached Ghannouchi en premier lieu, insistent davantage dans leur prise de parole publique, sur le caractère collectif de leur action politique. Aussi peut-on faire l'hypothèse d'une plus forte adhésion des électeurs d'Ennahdha au discours de leur parti que les électeurs modernistes. Souvent très attachés à l'Islam, ils semblent avoir été sensibles à ce discours au point d'associer leur attachement à la religion et le parti islamiste. Cet extrait d'entretien avec un homme de 59 ans, cadre supérieur dans une multinationale, illustre bien cette ambiguïté :

Q : Y-a-t-il un parti politique dont vous vous sentez proche ?

R : Absolument !

Q : Quel est-il ?

R : Ben, je suis musulman.

Q : Ce n'est pas le nom d'un parti politique.

R : Ennahdha, quoi, tout simplement.

Ces variations sont d'ailleurs confirmées par l'analyse des réponses à la question sur les « raisons » du choix électoral (tableau 9).

73. À l'exception du PDM, dont le leader, moins visible dans les médias que ses concurrents, Ahmed Brahim, ne suscite qu'un faible sentiment de proximité auprès de ses électeurs.

74. Ainsi par exemple, des personnalités tunisiennes historiques comme Habib Bourguiba, Farhat Hached ou Ahmed Mestiri sont citées par plusieurs électeurs. Le premier ministre alors en poste, Béji Caïd Essebsi, ancien ministre de Bourguiba, est évoqué par 16 électeurs, dont une majorité sont des électeurs de Ettakatol et PDM.

Tableau 9. Les motivations du choix électoral<sup>75</sup>

	Echantillon		Ettakatol		PDM		CPR		PDP		Ennahdha	
	N (N=277)	%	N (N=70)	%	N (N=43)	%	N (N=32)	%	N (N=27)	%	N (N=32)	%
<b>Programme</b>	180	65,00%	34	48,60%	36	83,70%	16	50,00%	18	66,60%	28	87,50%
<b>Personnalité du leader</b>	65	23,40%	18	25,70%	5	11,60%	17	53,10%	9	33,30%	1	3,10%
<b>Personnel dirigeant du parti</b>	25	9,00%	5	7,10%	4	9,30%	2	6,20%	0	0,00%	1	3,10%
<b>Positionnement du parti (discours)</b>	66	23,80%	23	32,90%	12	27,90%	7	21,80%	9	33,30%	9	28,10%
<b>Autres (Vote utile / par défaut / influencé...)</b>	25	9,00%	8	11,40%	1		2	6,20%	2	7,40%	0	0,00%

Les électeurs nadhaouis sont les plus nombreux à avoir évoqué le programme comme l'une des raisons principales de leur décision (84,8 % contre 64,9% pour l'ensemble de l'échantillon). Ils sont encore les moins nombreux à évoquer la personnalité du leader comme déterminante. Les motivations des électeurs islamistes apparaissent plus homogènes que celles des électeurs des partis modernistes. Il s'agit bien sûr d'un vote de confiance envers un parti qui incarne mieux que quiconque un projet de rupture radicale avec l'Ancien Régime. Mais c'est aussi l'expression d'une adhésion claire aux valeurs morales et religieuses propagées par le parti et d'une volonté d'affirmer l'identité arabomusulmane de la Tunisie. Dans le quartier étudié, ces attentes sont exprimées par des électeurs Ennahdha de toute condition sociale : un avocat de 59 ans « croyant peu pratiquant », justifie son choix par la « crédibilité » du programme de ce parti et cite la Constitution comme principale tâche à mener à l'issue des élections. Un autre, PDG d'une entreprise publique de 59 ans, « croyant pratiquant » a voté pour ce parti pour « défendre la liberté », c'est-à-dire la liberté de pratique religieuse, la liberté de se voiler par exemple et « promouvoir l'islam modéré ». Un électeur d'Ennahdha affirme même à l'enquêteur qu'il vote pour ce parti « pour faire barrage aux salafistes ». L'identité islamique du parti est d'ailleurs partagée par les électeurs d'Ennahdha. À la question sur l'orientation politique (tableau 10), ils sont une grosse majorité à se déclarer « islamique », une petite partie d'entre eux associant l'étiquette « islamique » avec celle de « socialiste », « libéral » ou « nationaliste panarabe ». Cela étant, ces électeurs nadhaouis revendiquent en général une position modérée, à l'instar de ce cadre d'une multinationale, de 52 ans, croyant pratiquant, père de cinq enfants :

Q : Quelles sont les raisons qui ont déterminé votre choix ?

R : Parce que j'ai voulu tout simplement donner l'occasion à des islamistes modérés quoi (...) même si ce sera gouverné par des dirigeants à tendance islamique, ce sera comme la Turquie par exemple, c'est l'Islam modéré. La majorité des gens sont musulmans (...) dans notre Coran, notre livre, dans notre Bible à nous, c'est pas de l'extrémisme, on ne fait jamais la guerre

75. La question, ouverte et appelant éventuellement plusieurs réponses, était formulée comme suit : « Quelles sont les raisons qui ont déterminé votre choix ? (noter in extenso la réponse) ». Nous avons codé les réponses en distinguant sept types de réponse.

que si on est attaqué, en cas de défense et pas en tant qu'attaque, c'est ça l'Islam. Pour nous c'est être moderne.

Les électeurs des partis modernistes se distinguent des précédents. Si l'on fait abstraction de la fraction la plus radicale, on peut se représenter le moderniste type comme un électeur « centriste », porteur de valeurs modérées, articulant son choix électoral à l'héritage très valorisé de la présidence d'Habib Bourguiba. Le premier président de la Tunisie indépendante (1957-1987) est une figure positive pour de nombreux électeurs et c'est au nom du bourguibisme que plusieurs s'affirment « destourien », du nom du parti nationaliste tunisien, le néo-destour : « Je me sens destourien à la bourguibienne peut-être (...) parce que (...) les points positifs de la Tunisie étaient construits par Bourguiba, l'éducation, la santé, la femme » (homme, 43 ans, GRH dans une entreprise privée).

Il faut néanmoins se garder de surestimer le clivage entre ces deux types d'électorat. La frontière entre les deux n'est pas aussi étanche, tant au plan sociologique qu'au plan idéologique, que ce qui est parfois affirmé dans la presse ou même par les électeurs que nous avons rencontrés et dont certains présentaient leur vote comme un vote anti-Ennahdha. Les variations ne sont même, sur certains aspects, perceptibles que dans les interstices des réponses. Ainsi, s'agissant des enjeux (tableau 7), les électeurs islamistes partagent avec les électeurs modernistes les mêmes priorités. Les « enjeux politiques et institutionnels » sont premiers (56,2 % contre 52,4% pour l'ensemble de l'échantillon), loin devant les « enjeux matérialistes » (25% contre 31,1%) et les « enjeux culturels » (12,5% contre 11,4%). À ce degré de précision, les électeurs nadhaouis ne se distinguent pas vraiment des autres électeurs. Mais si l'on rapproche la focale, on découvre, s'agissant des enjeux politiques, que les électeurs modernistes sont fortement plus nombreux à défendre l'ordre et la sécurité publique, les islamistes insistant davantage sur l'enjeu démocratique ou sur la liberté. Sur les enjeux culturels, les électeurs islamistes ne reconnaissent qu'un problème : le respect de la religion musulmane ou de l'identité arabo-musulmane, tandis que les électeurs modernistes revendiquent, eux, une séparation stricte de la religion et de la politique, la lutte contre l'extrémisme et la garantie de l'égalité des sexes. Mais cette divergence doit être nuancée par le fait qu'un petit nombre seulement d'électeurs des deux camps ont fait référence à ces enjeux lors de la passation du questionnaire.

#### *Modernistes vs modernistes*

Un second clivage distingue les électeurs modernistes entre eux. Contrairement à une vision grossière du champ politique tunisien, les partis « modernistes » ne sont pas interchangeables aux yeux des électeurs. La perception que ces derniers ont des partis, de leur histoire, des prises de position de leur leader est hétérogène. L'indice le plus net se lit sans doute dans les divergences d'identification politique (tableau 10). Deux électorats apparaissent distinctement « libéraux » : celui du PDP et, de façon moins nette, celui du PDM. Les électeurs PDM sont toutefois nombreux à se présenter comme socialistes ou à associer plusieurs items. À l'inverse, l'électorat CPR est clairement socialiste et secondairement libéral. La référence islamique est également notable dans cet électorat : si l'item islamique est bien plus rare (13,9%) que parmi l'électorat d'Ennahdha (65,8%), il est toutefois plus fort que parmi les autres partis modernistes. Les électeurs CPR sont pour partie attachés à l'identité arabe

du pays (16,3% de référent au nationalisme panarabe). Entre l'électorat CPR socialisant et le pôle libéral représenté par le PDP et le PDM, l'électorat Ettakatol se distingue par son caractère à la fois libéral (30,9%) et socialiste (32,1%), ce qui, comme on l'a vu, n'est pas forcément contradictoire. Ettakatol apparaît comme un « parti carrefour »<sup>76</sup> de la vie politique tunisienne, positionnement qu'incarne au moment des élections la figure de son leader, Mustapha Ben Jaafar, personnalité dont ses électeurs louent le caractère modéré et rassurant :

« Je l'ai entendu à la télé, il a donné son opinion. Vraiment, j'étais convaincue, je me sens vraiment liée avec lui, il dit des choses sérieuses, il voit l'avenir du pays » (Femme d'une soixantaine d'années, retraitée de l'enseignement).

« Ben Jaafar il est modéré, sympathique, il est marié à une française, il est ouvert, il est moderniste (...) il est réaliste » (Homme de 66 ans, monteur).

**Tableau 10. Identification à une orientation politique (par électorat)<sup>77</sup>**

	Ettakatol		PDM		CPR		PDP		Ennahdha	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Libéral	26	<b>30,9</b>	20	<b>41,6</b>	7	16,3	17	<b>56,6</b>	5	12,2
Socialiste*	27	<b>32,1</b>	13	27,1	14	<b>32,5</b>	5	16,6	2	4,8
Islamique	7	8,3	3	6,2	6	13,9	0	0	27	<b>65,8</b>
Communiste	1	1,2	1	2	1	2,3	0	0	2	4,8
Destourien	9	10,7	3	6,2	4	9,3	2	6,6	0	0
Nationaliste panarabe	6	7,1	3	6,2	7	16,3	4	13,3	4	9,7
Centre	4	4,7	2	4,1	3	6,9	0	0	1	2,4
Autres (« démocrate », « nationaliste », « droits de l'homme », « Modernité », « progressiste modéré », « International », « Gauche, extrême-gauche », « Laïque »)	4	4,7	3	6,2	1	2,3	2	6,6	0	0
<b>Total</b>	84	100	48	100	43	100	30	100	41	100

\* inclut « socio-démocrate »

L'autre facteur de divergence concerne le rapport au passé autoritaire. À ce sujet, c'est l'électorat du CPR qui exprime les attentes les plus radicales. Les meilleurs indices sont la forte proximité de cet électorat à l'égard du président du parti, Moncef Marzouki et l'insistance sur la personnalité de ce dernier comme raison du vote. L'exemplarité militante de Marzouki<sup>78</sup>, son intransigeance dans l'opposition au régime de Ben Ali sont plusieurs fois rappelées par ses électeurs, à l'instar de ce fonctionnaire de 36 ans :

76. Selon Vincent Geisser, entretien pour *Oumma.com*, 28 octobre 2011.

77. Ce tableau comptabilise non les électeurs mais les occurrences d'items idéologiques. Certains électeurs en ont mentionné plusieurs.

78. Geisser Vincent, Marzouki Moncef, *Dictateurs en sursis*, Paris, éditions de l'Atelier-éditions ouvrières, 2009.

« Je pense que beaucoup de monde ont confiance en lui. C'est un ancien militant. Nous l'avons vu à l'œuvre contre le président Ben Ali depuis 93, 94 où il s'est déclaré candidat à la présidentielle et puis il a été en prison. Il a jamais changé de position, jamais et pour lui, je pense que le plus important, c'est en quelque sorte de nettoyer un peu le gouvernement, les ministères et ça c'est très important parce qu'on ne peut pas avancer sans nettoyer.

Q : Nettoyer, c'est-à-dire ?

R : C'est-à-dire exclure des gens qui ont servi Ben Ali et ses amis, parce que ça c'est le vrai danger, on peut pas construire l'avenir avec les anciens dirigeants, jamais. Il faut changer les gens (...) ».

Pour cette raison, un mécanicien de 31 ans « pas du tout » intéressé par la politique, suivant peu l'actualité politique, se déclarant proche d'aucun parti mais se présentant sans hésiter comme socialiste, dira avoir hésité entre Ettakatol et CPR avant de choisir ce dernier car dans Ettakatol, « y'avait des anciens de l'ancien régime ». Mais, si les états de service de membres d'Ettakatol peuvent irriter certains électeurs, du moins la figure de son leader, Mustapha Ben Jaafar, est-elle sauve : « Que ce soit Ahmed Brahim [leader du PDM] ou Nejib Chebbi [leader du PDP] ils ont travaillé avec les rcdistes<sup>79</sup> alors que Mustapha Ben Jaafar [leader d'Ettakatol] était le premier à quitter le gouvernement quand il a entendu qu'il y avait des rcdistes qui étaient dans le gouvernement »<sup>80</sup> (Interne en médecine vétérinaire de 26 ans).

Outre le rapport au passé, c'est aussi la relation à l'islamisme et l'attitude vis-à-vis du vote Ennahdha qui distingue les électors modernistes. Les électeurs CPR sont proportionnellement moins nombreux que ceux d'Ettakatol et du PDM à orienter leur vote « pour faire barrage à un parti politique », en l'occurrence le parti islamiste. De plus, ce sont surtout les électeurs du PDM qui défendent l'idée d'une séparation entre religion et politique. En réalité, le refus d'Ennahdha s'exprime de diverses manières. Il y a les antis, qui contestent la politisation de la religion et qui dénoncent « les partis fascistes » (Homme, 45 ans, avocat, électeur PDM). D'autres, plus stratégiques, portent leur dévolu sur le parti le plus à même de « faire face » au parti islamiste, comme le croit un homme de 43 ans, gestionnaire de ressources humaines dans une entreprise privée, pour qui le PDP « peut parler égal à égal avec Ennahdha ». Un certain nombre d'électeurs considèrent le choix d'un parti en particulier comme secondaire : « Vous savez aujourd'hui en Tunisie on est en train de voter des partis qui sont contre Ennahdha, c'est-à-dire on choisit un parti pour être contre Ennahdha, je vais voter Pôle [PDM], je vais voter PDP ou Afek [Afek Tounes], pour moi c'est la même chose » (Homme, 38 ans, directeur d'usine, croyant non pratiquant, électeur PDM).

Mais il y a aussi des électors des « partis modernistes » qui pensent que « faire le jeu du barrage (n'est pas) une bonne solution, il faut l'intégrer à mon avis, on ne peut pas faire deux Tunisie, mais j'aimerais bien qu'il ne dépasse pas un certain pourcentage » (homme, 67 ans, responsable commercial dans

79. Membres du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), l'ancien parti de Ben Ali.

80. Allusion au premier « gouvernement de transition » de Mohammed Ghannouchi. Mustapha Ben Jaafar, nommé le 17 janvier ministre de la Santé publique, démissionne en effet dès le lendemain.

une entreprise publique, vote Ettakatol). Une femme « née dans les années 1940 », retraitée de l'enseignant public, électrice d'Ettakatol, dit vouloir surtout « chercher l'intérêt du pays, du travail pour la jeunesse ». Exprimer son rejet de Ennahdha, c'est risquer d'apparaître comme impie : « je suis musulmane modérée (...) je suis ouverte sur le monde et vous voyez, mais ça n'empêche que je suis une tunisienne, une musulmane avant tout. Bon, je pratique l'Islam, je prie, j'ai fait le pèlerinage mais je suis ouverte, vous voyez ? ». Un homme âgé de 36 ans, diplômé d'un troisième cycles en finances publiques et fonctionnaire et électeur du CPR, dont les positions de campagne vis-à-vis d'Ennahdha sont plus modérées, se dit « surtout pour les droits de l'homme, le respect de tout le monde, le respect de celui qui est plutôt islamiste et celui qui ne l'est pas, je suis pour que tout le monde vive en Tunisie, cohabite en Tunisie ».

Le clivage qu'inspirent l'existence et le succès attendu du parti islamiste traverse parfois jusqu'aux familles, à l'instar de ce couple d'électeurs PDM relativement aisé (5000 dinars de revenus mensuels). L'épouse enseignante dans le secondaire, peu pratiquante, entend « faire barrage » à Ennahdha tandis que son mari, 52 ans, représentant d'une société internationale, croyant pratiquant, revendique son attachement à l'Islam :

Q : Mais vous personnellement, votre famille politique... ?

R : Arabo-musulmane (...) c'est vraiment la tolérance, c'est être au milieu, comme le disent les préceptes de l'Islam on est toujours au beau milieu, c'est notre prophète qui l'a dit (...).

S'il ne vote pas Ennahdha, dont il ne partage pas entièrement le discours qu'il perçoit comme radical, il considère qu'en tant « qu'arabo-musulman, je n'aime pas beaucoup dire du mal des gens de Ennahdha parce que je ne les connais pas ». Il trouve même positif « qu'un parti en Tunisie puisse être aussi puissant et organisé, y'a des gens qui sont vraiment convaincus qui ont des convictions profondes ».

## Conclusion

Les résultats de cette enquête sortie d'urnes, la première du genre dans le monde arabe, apportent un premier éclairage sur une partie des électeurs tunisiens. Ils permettent de nuancer certaines représentations, souvent caricaturales, de l'électeur bourgeois, résidant dans un quartier favorisé d'un des gouvernorats privilégiés du pays. L'intérêt qu'il manifeste pour la vie politique ne résulte pas de la révolution. Celle-ci n'a pas soudainement politisé ces catégories, à l'exception peut-être des plus jeunes. Elle a en revanche largement contribué à re-localiser cet intérêt en faveur de la vie politique tunisienne ; sans doute aussi l'a-t-il amplifié. L'archétype *du* citoyen vertueux et rationnel, qui fait son devoir d'électeur pour construire la démocratie et sélectionne le parti qui présente à ses yeux le meilleur projet de constitution est également assez éloigné de la réalité empirique. Celle-ci montre plutôt *des* électeurs inquiets qui, s'ils participent effectivement avec un certain enthousiasme aux premières élections libres de l'histoire récente de leur pays, se mobilisent contre une partie de l'offre politique (surtout islamiste) et plébiscitent des enjeux fort éloignés de l'enjeu constitutionnel.



Compte tenu du périmètre sociologique de l'échantillon étudié et des spécificités socio-économiques du territoire concerné, ces résultats ne prétendent pas être généralisables. Quelles conclusions différentes aurions-nous tirées d'une étude équivalente menée, à quelques centaines de mètres de là, dans la cité populaire Ettadhamen, où les rapports de force électoraux et sociologiques s'inversent au profit du vote Ennahdha et des milieux populaires ? Sans doute les conditions même de l'enquête auraient été toutes différentes et la rencontre entre étudiants-enquêteurs de milieux sociaux valorisés et enquêtés sous-dotés en capital culturel moins évidentes. Les interactions dans la file d'attente et l'acte de vote lui-même auraient peut-être été décrits différemment.

Enfin, le scrutin d'octobre 2013 a eu lieu dans un contexte de fluidité politique<sup>81</sup>. De nombreux médias et acteurs sociaux (professionnels de la politique et du syndicalisme, militants associatifs) y compris ceux, peu nombreux, qui se sont publiquement déclarés hostiles au scrutin, ont contribué, entre février et octobre 2011, à constituer ce scrutin différé une fois en enjeu politique majeur dont beaucoup anticipaient qu'il relancerait, une fois les résultats connus, les calculs de l'ensemble des acteurs. Mais compte tenu de l'absence de précédent électoral de même nature, des conditions inédites dans lesquelles s'est déroulé le processus électoral (organisation des élections par une instance indépendante, reconstitution d'une liste électorale actualisée, mise en place d'un dispositif d'inscription volontaire, encadrement législatif de la campagne électorale, abondance de l'offre électorale) et d'une défiance entretenue à l'égard du processus électoral par des acteurs de différente nature sceptiques à l'égard du seul processus de transition politique, le scrutin ne pouvait certainement prétendre stabiliser une situation politique qui est demeurée incertaine après la proclamation des résultats. De fait, dans les mois qui ont suivi le 23 octobre 2011, la scène politique a connu de nombreuses transformations : scissions, fusions, démissions de constituants, émergence de nouvelles organisations politiques, etc. De nombreux électeurs ne se reconnaissent pas dans leurs propres représentants et se défient de partis qu'ils ont pourtant soutenu. Ces évolutions rendent nécessaires de nouvelles enquêtes sortie d'urnes dont on sait désormais qu'elles sont possibles dans un pays arabe. Cette première enquête ne sera pas, à n'en point douter, la dernière.

## Glossaire

CPR (Congrès pour la République) : parti politique de centre-gauche fondé en 2001 par des militants de gauche mais aussi des islamistes et des panarabistes. Parti illégal sous Ben Ali, son président Moncef Marzouki vivait en exil en France.

PDP (Parti démocratique progressiste) : fondé en 2001, parti de centre-gauche. Faisait partie de l'opposition légale sous Ben Ali. Président : Ahmed Néjib Chebbi.

---

81. Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences po, 2009 (1ère édition 1986).

- PDM (Pôle démocratique progressiste) : coalition de quatre partis de gauche autour d' Ettajdid, ancien parti communiste tunisien et appartenant à l'opposition légale sous Ben Ali, et de plusieurs associations. L'un de ses leaders est Ahmed Brahim.
- Ettakatol (Forum démocratique pour le travail et les libertés, FTDL) : Parti politique social-démocrate créé en 1994. Illégal sous Ben Ali. Président : Mustapha Ben Jafaar.
- Ennahdha (La Renaissance) : Parti islamiste créé au début des années 1980 sous le nom de Mouvement de la tendance islamique (MTI). Illégal sous le régime précédent et durement réprimé. Président : Rached Ghannouchi.
- Al Moubadara (L'Initiative) : Parti destourien créé en 2011 par l'ancien ministre de Ben Ali, Kamel Morjane.
- Parti libéral maghrébin : Parti de centre-droit valorisant l'identité maghrébine de la Tunisie, créé en mars 2011 par Mohamed Bouebdelli. Renommé postérieurement en Parti républicain maghrébin.
- Al Aridha Chaabia (Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement) : Groupement fondé le 3 mars 2011 autour du millionnaire Hechmi Hamdi, propriétaire d'une télévision émettant de Londres.
- Afek Tounes (Horizons de Tunisie) : Parti libéral fondé le 28 mars 2011. Président : Yassine Brahim.
- Alliance démocratique indépendante « La voie du salut » : Liste indépendante d'orientation islamiste, dirigée par Abdelfatteh Mourou, ancien cadre du mouvement Ennahdha.
- Doustourna : Liste indépendante.

Annexe

Tableau 2. Structure sociodémographique de l'échantillon

	Total		Ettakatol		PDM		CPR		PDP		Ennahdha	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
<b>Sexe</b>												
Hommes	153	52,2	37	52,8	18	40	20	60,6	12	42,8	25	75,8
Femmes	140	47,8	33	47,2	27	60	13	39,4	16	57,1	8	24,2
<b>Total</b>	<b>293</b>	<b>100</b>	<b>70</b>	<b>100</b>	<b>45</b>	<b>100</b>	<b>33</b>	<b>100</b>	<b>28</b>	<b>100</b>	<b>33</b>	<b>100</b>
<b>Age</b>												
18-30 ans	104	35,5	33	47,1	17	37,8	16	48,5	1	3,6	8	24,2
31-40 ans	60	20,5	12	17,1	8	17,8	9	27,3	7	25	8	24,2
41-50 ans	46	15,7	1	1,4	11	24,4	3	9,1	7	25	10	30,3
51-60 ans	46	15,7	12	17,1	6	13,3	3	9,1	6	21,4	5	15,2
+ de 60 ans	37	12,6	12	17,1	3	6,7	2	6,1	7	25	2	6,1
<b>Total</b>	<b>293</b>	<b>100</b>	<b>70</b>	<b>100</b>	<b>45</b>	<b>100</b>	<b>33</b>	<b>100</b>	<b>28</b>	<b>100</b>	<b>33</b>	<b>100</b>
<b>Niveau d'études</b>												
Primaire	2	0,7	1	1,4	0	0	0	0	0	0	1	3,1
Secondaire	33	11,5	8	11,4	4	9,1	4	12,5	3	10,7	6	18,8
Supérieur -dont doctorat	251-3	87,7	61-2	87,2	40	90,9	28	87,5	25	89,3	25	78,1
<b>Total</b>	<b>286</b>	<b>100</b>	<b>70</b>	<b>100</b>	<b>44</b>	<b>100</b>	<b>32</b>	<b>100</b>	<b>28</b>	<b>100</b>	<b>32</b>	<b>100</b>
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>												
Agriculteurs, exploitants	1	0,4	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3,7
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	24	9,4	4	6,3	3	7,7	1	3,5	5	21,7	6	22,2
Cadres et professions intellectuelles supérieures	115	45,2	24	38,1	18	46,1	19	67,8	10	43,4	6	22,2
Professions intermédiaires	22	8,6	4	6,3	1	2,5	1	3,5	3	13	4	14,8
Employés	11	4,3	4	6,3	0	0	0	0	0	0	2	7,4
Ouvriers	2	0,8	1	1,6	0	0	0	0	0	0	1	3,7
Retraités	16	6,3	6	9,5	2	5,1	1	3,5	3	13	1	3,7
Chômeurs	5	1,9	1	1,6	1	2,5	1	3,5	0	0	2	7,4
Etudiants	54	21,2	19	30,1	12	30,7	5	17,8	1	4,3	4	14,8
Femmes au foyer	4	1,5	0	0	2	5,1	0	0	1	4,3	0	0
<b>Total</b>	<b>254*</b>	<b>100</b>	<b>63</b>	<b>100</b>	<b>39</b>	<b>100</b>	<b>28</b>	<b>100</b>	<b>23</b>	<b>100</b>	<b>27</b>	<b>100</b>

<b>Secteur professionnel</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
Indépendant	39	17,4	9	18,7	4	14,3	7	25	7	28	5	19,2
Privé	91	40,6	17	35,4	14	50	11	39,3	8	32	9	34,6
Public	94	41,9	22	45,8	10	35,7	10	35,7	10	40	12	46,1
<b>Total</b>	<b>224</b>	<b>100</b>	<b>48</b>		<b>28</b>	<b>100</b>	<b>28</b>	<b>100</b>	<b>25</b>	<b>100</b>	<b>26</b>	<b>100</b>
<b>Pratique religieuse</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
Croyant, pratiquant -dont autre religion (Juif)	129 -1	44,9	30	18,6	14	31,1	12	37,5	14	50	25	75,8
Croyant, peu pratiquant	98	34,1	24	42,9	16	35,6	16	50	10	35,7	6	18,2
Croyant, non pratiquant	54	18,8	13	34,3	15	33,3	4	12,5	4	14,3	2	6,1
Non croyant	6	2,1	3	4,3	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>287</b>	<b>100</b>	<b>70</b>	<b>100</b>	<b>45</b>	<b>100</b>	<b>32</b>	<b>100</b>	<b>28</b>	<b>100</b>	<b>33</b>	<b>100</b>
<b>Statut matrimonial</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
Marié	174	59,6	33	47,1	25	55,6	12	36,4	24	85,7	25	78,1
Célibataire	108	37	32	45,7	19	42,2	20	60,6	4	14,3	6	18,7
Divorcé	6		3	4,3	1	2,2	0	0	0	0	1	3,1
Veuf	4		2	2,9	0	0	1	3	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>292</b>	<b>100</b>	<b>70</b>	<b>100</b>	<b>45</b>	<b>100</b>	<b>33</b>	<b>100</b>	<b>28</b>	<b>100</b>	<b>32</b>	<b>100</b>
<b>Nombre d'enfants</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>	<b>N</b>	<b>%</b>
A des enfants dont :	160	55	33	47,1	22	48,9	8	24,2	21	75	23	74,2
-1 enfant	20		5		1		1		2		2	
-2 enfants	73		11		16		5		11		7	
-3 enfants	51		17		3		2		7		8	
-4 enfants	10		0		1		0		0		3	
-De 5 à 7 enfants	6		1		1		0		1		3	
N'a pas d'enfants	131	45	37	52,9	23	51,1	25	75,8	7	25	8	25,8
<b>Total</b>	<b>291**</b>	<b>100</b>	<b>70</b>	<b>100</b>	<b>45</b>	<b>100</b>	<b>33</b>	<b>100</b>	<b>28</b>	<b>100</b>	<b>31</b>	<b>100</b>

\* 22 personnes sont difficiles à classer, 17 personnes ne répondent pas.

\*\* La taille de l'échantillon varie en fonction des sujets évoqués : un nombre variable d'enquêtés n'a pas répondu ou n'a pas souhaité répondre à certaines de nos questions. Les calculs des pourcentages ont été effectués par rapport à l'échantillon global ou par rapport à l'ensemble des répondants, lorsque la question s'y prêtait.